

Conseiller d'entreprise.....	Rang 10
Conseiller pédagogique	
Conseiller artistique	
Secrétaire d'administration	
Niveau 2 :	
Premier secrétaire.....	Rang 25
Inspecteur adjoint de 1re classe-chef administratif.....	Rang 24
Premier contrôleur principal.....	Rang 23
Contrôleur principal.....	Rang 22
Secrétaire principal de direction	
Sous-chef de bureau	
Secrétaire de direction.....	Rang 21
Contrôleur spécial de 1re classe	
Contrôleur adjoint.....	Rang 20
Rédacteur	
Niveau 3 :	
Commis-chef dactylographe.....	Rang 34
Commis-chef	
Commis dactylographe principal.....	Rang 32
Commis principal	
Commis dactylographe.....	Rang 30
Commis	
Niveau 4 :	
Agent principal.....	Rang 43
Téléphoniste.....	Rang 42
Section B. — Personnel de maîtrise, gens de métier et de service	
Niveau 4 :	
Premier ouvrier spécialiste A.....	Rang 44
Premier ouvrier spécialiste.....	Rang 43
Ouvrier qualifié B.....	Rang 42

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1991.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a la formation agricole et la formation des classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Economie,
des petites et moyennes Entreprises, de la Politique scientifique, de l'Energie et des Relations extérieures,
L. VAN DEN BRANDE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 907

[C — WIN — 27162]

**12 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols des boues d'épuration
ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive du Conseil 86/278/CEE du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987, 30 juin 1988, 4 juillet et 25 juillet 1991 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 5 avril 1990, notamment l'article 7, § 1er;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié par les décrets des 30 avril 1990 et 23 juin 1994 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 25 février 1988, notamment les articles 40 et 46;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, modifié par le décret du 23 décembre 1993, notamment l'article 8;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'avis du Ministre fédéral de l'Agriculture, en date du 2 mai 1994;

Vu les avis de la Commission des Déchets des 12 octobre 1992 et 16 juin 1994;

Vu les avis de la Commission des Eaux des 4 juin 1992 et 15 décembre 1994;

Vu les avis de l'Office régional wallon des déchets des 24 septembre 1993 et 4 janvier 1995;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures réglementaires relatives à l'utilisation de boues issues de stations d'épuration ou de centres de traitement de gadoues de fosses septiques résulte de l'obligation de se conformer à la directive 86/278/CEE susmentionnée, dont le délai de transposition est expiré depuis le 17 juin 1989;

Considérant en effet qu'en son arrêt du 3 mai 1994 la Cour de Justice des Communautés européennes a constaté qu'en ne transposant pas la directive 86/278/CEE, le Royaume de Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu du traité instituant la Communauté économique européenne;

Considérant que le Conseil d'Etat, dans son avis L.22.574/9 du 29 novembre 1993, sur une version précédente du présent arrêté, a estimé que le présent arrêté "peut se fonder, non seulement sur le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et sur le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, mais aussi sur le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets";

Considérant par ailleurs que le Conseil d'Etat, dans ses avis L.22.564/8 et L.22.565/8 du 8 février 1994, a estimé que la transposition de la directive 86/278/CEE implique l'adoption par les seules Régions de normes en matière d'hygiène de l'environnement relatives à des déchets, et ne suppose donc pas l'adoption de normes de produits par le Gouvernement fédéral;

Considérant que les boues peuvent être considérées comme amendements de sol et avoir une action bénéfique de nature à favoriser la production végétale et qu'il est justifié d'encourager leur valorisation en agriculture à condition que ne soient pas dépassées certaines valeurs limites en métaux lourds dans les boues et dans les sols et qu'une utilisation correcte en soit assurée;

Considérant que l'établissement de normes d'utilisation a pour objectifs particuliers d'une part la protection des sols, de l'eau et de la végétation et d'autre part l'augmentation des possibilités de valorisation par le biais d'une homogénéisation des boues et d'un contrôle de conformité au niveau de leur production;

Considérant que l'épandage de boues sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie est une opération de valorisation de déchets, les boues perdant toutefois leur qualité de déchets à l'occasion de l'activité d'épandage;

Considérant que l'activité d'épandage ne doit pas être soumise à autorisation puisqu'elle ne suppose pas la mise en oeuvre d'une installation et qu'elle a pour spécificité de constituer en elle-même la transformation d'un déchet en amendement agricole;

Considérant que cette transformation ne s'effectue que dans la mesure où toutes les prescriptions du présent arrêté ont été respectées;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Principes généraux

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° boues : les boues résiduelles issues de stations d'épuration d'eaux usées domestiques, de processus d'épuration d'eaux usées industrielles ou de centres de traitement des gadoues de fosses septiques;

2° utilisation : l'épandage des boues sur les sols ou toute autre application des boues sur et dans les sols;

3° producteur : tout gestionnaire d'une station ou d'une installation d'épuration privée ou publique ou d'un centre de traitement de gadoues de fosses septiques, qui par son activité, génère une boue;

4° Administration : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

5° destinataire : toute personne qui utilise en finalité les boues;

Art. 2. § 1er. Les boues ne peuvent être utilisées sur ou dans les sols que lorsqu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° les boues sont non-dangereuses et non-toxiques et présentent des concentrations inférieures aux valeurs limites en métaux lourds figurant à l'annexe I A et ont un pH (eau) supérieur à 6;

2° les sols présentent des concentrations inférieures aux valeurs limites en métaux lourds figurant à l'annexe I B et ont un pH (eau) supérieur à 6;

3° les quantités épandues ne dépassent pas les seuils maxima déterminés conformément à l'annexe I C.

§ 2. Tout produit réalisé à base de boues et destiné lui-même à être utilisé sur ou dans les sols, doit respecter les mêmes impositions que celles prévues pour l'utilisation des boues sur ou dans les sols.

CHAPITRE II. — *Des boues*

Art. 3. § 1er. Les boues font l'objet d'un certificat d'utilisation délivré par l'Administration à la demande du producteur.

§ 2. La demande de certificat d'utilisation est introduite auprès de l'Administration par lettre recommandée et comporte :

- l'identité du secteur générant les boues et le code correspondant du déchet;
- une note descriptive relative aux procédés générateurs des boues;
- la liste des produits, matières ou substances utilisés dans le procédé qui peuvent se retrouver dans les boues;
- une analyse physico-chimique totale et biologique des boues effectuée dans un laboratoire agréé par la Région wallonne;
- un rapport sur la valeur agronomique des boues.

En cas d'importation de boues, la demande est accompagnée, si les boues proviennent d'une autre région belge, de la demande de dérogation visée à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987 concernant la mise en décharge de certains déchets en Région wallonne ou, si les boues proviennent d'un autre état, de la notification visée aux articles 6 et 22 du Règlement (CEE) n° 259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne selon les dispositions prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application dudit Règlement.

§ 3. Dans les trente jours de l'introduction de la demande, l'Administration vérifie si le dossier est complet et notifie au demandeur que la demande est recevable ou ne l'est pas. Dans le même délai, l'Administration peut requérir toutes informations et tous documents complémentaires de nature à établir les caractéristiques des boues.

L'Administration refuse ou octroie le certificat d'utilisation dans un délai de 3 mois à compter de la notification de recevabilité de la demande.

§ 4. Le certificat d'utilisation peut être assorti de conditions particulières de manière à assurer la protection des sols, de l'eau, de la végétation et, d'une manière générale, de l'homme et de l'environnement.

Le certificat d'utilisation fixe le délai pour lequel il est accordé.

§ 5. Toute modification des informations visées au § 2 doit être communiquée sans délai à l'Administration.

§ 6. Le certificat peut être suspendu ou retiré par l'Administration lorsque les conditions d'utilisation fixées par le présent arrêté ou par le certificat d'utilisation ne sont pas respectées et lorsque l'obligation prévue au § 5 n'a pas été respectée.

Art. 4. § 1er. Les boues sont soumises à analyse conformément aux dispositions de l'annexe 2.

Les analyses sont effectuées dans un laboratoire agréé par la Région wallonne et les résultats sont consignés dans un bulletin dont le modèle est repris en annexe 3.

§ 2. Les paramètres suivants sont analysés sur chaque échantillon de boues :

- pH (eau);
 - matière sèche, matières organiques, valeur neutralisante, azote total, azote ammoniacal, anhydride phosphorique, oxyde de potassium, oxyde de magnésium;
 - teneurs en métaux lourds : cadmium, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, chrome.
- Les résultats des analyses pour les métaux lourds sont exprimés en milligrammes par kilogramme de matière sèche.

Art. 5. Les destinataires fournissent aux producteurs de boues les renseignements utiles sur la destination des boues.

Les destinataires des boues doivent préalablement à toute utilisation de boues, obtenir un numéro de référence officiel qui est délivré par l'Administration.

Art. 6. § 1er. Le producteur de boues est responsable de la conformité des boues par rapport aux prescrits de l'article 2, § 1er, 1°. Il fournit au destinataire les caractéristiques des boues produites.

§ 2. Le producteur de boues établit en deux exemplaires un document d'accompagnement dont le modèle est repris à l'annexe 4 et est constitué de deux volets.

Le volet A est établi et signé en deux exemplaires par le producteur et le destinataire préalablement à la première livraison de boues et lors de toute modification significative d'une ou des informations contenues dans ce volet, et au minimum une fois par an. Le producteur et le destinataire conservent l'un et l'autre un exemplaire.

Le volet B accompagne obligatoirement chaque livraison de boues à laquelle il se rapporte. Par livraison, on entend la fourniture d'un lot de boues utilisées sur la même parcelle.

Le volet B est signé en deux exemplaires par le transporteur et le destinataire qui renvoie un exemplaire au producteur et conserve l'autre exemplaire.

Ces documents sont conservés pendant une période minimale de 12 ans par le producteur et le destinataire.

CHAPITRE III. — *Des sols*

Art. 7. § 1er. Les sols sur ou dans lesquels des boues vont être utilisées, doivent préalablement faire l'objet d'une analyse conformément aux dispositions de l'annexe 2.

Les sols sont analysés au minimum tous les dix ans.

Les analyses sont effectuées dans un laboratoire agréé par la Région wallonne et consignées dans un bulletin dont le modèle est repris à l'annexe 5.

§ 2. Les paramètres suivants sont analysés sur chaque échantillon représentatif final de la parcelle de sol à examiner :

- pH (eau);
- teneurs en cadmium, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure, chrome.

Les résultats des analyses pour les métaux lourds sont exprimés en milligrammes par kilogramme de matière sèche.

Art. 8. § 1er. L'utilisation des boues ne peut en aucun cas entraîner le dépassement dans les sols d'une ou plusieurs valeurs limites des métaux lourds prévus à l'annexe 1B compte tenu de ses apports en métaux lourds et des apports en métaux lourds d'autres matières ou produits épandus ou à épandre.

§ 2. A cette fin notamment, le destinataire établit ou fait établir un plan d'épandage qui tient compte :

- des informations relatives aux caractéristiques des boues, des sols et des antécédents culturaux;
- des besoins en éléments nutritifs des cultures en fonction des antécédents culturaux;
- de l'azote et du phosphore contenus dans les boues;
- de la dose d'épandage des boues;
- de la fumure complémentaire minérale ou autre.

Le plan d'épandage est visé par un ingénieur agronome ou un ingénieur industriel en agronomie.

§ 3. Une fiche récapitulative parcellaire dont le modèle est repris à l'annexe 6 est complétée par le destinataire après chaque épandage. La fiche est visée par l'ingénieur agronome mentionné au paragraphe précédent et conservée par le destinataire.

Art. 9. § 1er. Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires, il est interdit d'utiliser des boues notamment,

1° sur des herbages ou des cultures fourragères si un délai de six semaines n'est pas respecté entre l'utilisation et le pâturage ou la récolte;

2° sur des sols destinés à des cultures maraîchères ou fruitières qui sont normalement en contact direct avec le sol et qui sont normalement consommées à l'état cru, pendant une période de dix mois précédant la récolte;

3° sur les sols occupés par des cultures maraîchères ou fruitières, à l'exception des arbres fruitiers pour autant que l'utilisation intervienne après la récolte et avant la floraison suivante;

4° sur les sols forestiers;

5° dans les réserves naturelles érigées ou agréées en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dans les zones humides définies en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique, dans les zones naturelles et les zones naturelles d'intérêt scientifique au sens de l'article 178 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine;

6° à moins de 10 mètres

- des puits et forages;
- des sources;
- des installations de stockage souterraines ou semi-enterrées ou des aqueducs transitant en écoulement libre, des eaux destinées à l'alimentation humaine ou animale ou à l'arrosage des cultures maraîchères;
- des rivages;
- des crêtes des berges des cours d'eau et des fossés;
- des zones réputées inondables;

7° sur les sols gelés en permanence depuis plus de 24 heures.

§ 2. Lors de l'utilisation des boues, le destinataire est tenu :

1° d'appliquer, hormis sur prairies et herbages, les techniques nécessaires à assurer :

- soit l'incorporation des boues au sol dans les 24 heures, si les boues ont fait l'objet d'un traitement par voie biologique, chimique ou thermique, par stockage à long terme ou par tout autre procédé approprié de manière à réduire, de façon significative, leur pouvoir fermentescible et les inconvénients sanitaires liés à leur utilisation;

- soit l'injection ou l'incorporation directe dans le sol, si les boues n'ont pas fait l'objet d'un traitement par voie biologique, chimique ou thermique, par stockage à long terme ou par tout autre procédé approprié de manière à réduire, de façon significative, leur pouvoir fermentescible et les inconvénients sanitaires liés à leur utilisation;

2° de veiller à un épandage homogène des boues.

3° de prendre toutes les dispositions pour que les eaux de ruissellement ne puissent, en raison de la pente du terrain notamment, atteindre les endroits ou les milieux protégés et ne soient cause de pollutions;

4° de veiller à ne pas dépasser la capacité d'absorption des sols.

Cette capacité est réputée dépassée s'il y a stagnation de plus de 24 heures de la boue épandue ou s'il se produit un ruissellement de boues sortant de la zone d'épandage.

Art. 10. Le stockage temporaire des boues n'est pas autorisé à moins de 200 mètres des habitations sauf accord écrit préalable des riverains.

L'Administration peut imposer le déplacement des boues stockées ou les mesures qu'elle juge utile afin de prévenir toute pollution et de protéger la population et l'environnement contre les éventuelles nuisances pouvant résulter du stockage temporaire des boues.

CHAPITRE IV. — De la tenue des registres

Art. 11. § 1er. Le producteur de boues utilisées en Région wallonne doit tenir à jour un registre dans lequel sont mentionnées les données suivantes :

- 1° caractéristiques des boues;
- 2° quantités de boues produites et destinations;
- 3° destinataires des boues;

4° caractéristiques des sols.

Le registre fait référence et contient en annexe les documents suivants :

- les bulletins d'analyse des boues visés à l'article 4;
- les tableaux récapitulatifs annuels des bulletins d'analyse des boues visés à l'annexe 7;
- les documents d'accompagnement des boues visés à l'article 6, § 2;
- les tableaux récapitulatifs annuels des documents d'accompagnement des boues visés à l'annexe 8;
- le répertoire annuel des destinataires de boues visé à l'annexe 9;
- les bulletins d'analyse des sols visés à l'article 7;
- les fiches récapitulatives parcellaires visées à l'article 8, § 3;
- les tableaux récapitulatifs annuels des bulletins d'analyse des sols visés à l'annexe 10.

§ 2. Le destinataire de boues tient à jour un registre qui fait référence et contient en annexe les bulletins d'analyse des sols visés à l'article 7 et les fiches récapitulatives parcellaires visées à l'article 8, § 3.

Art. 12. § 1er. Le registre et ses annexes doivent être accessibles à tout moment, sur le lieu de production des boues, aux agents compétents de l'Administration. Ceux-ci peuvent réclamer une copie du registre ou d'une partie du registre au producteur.

Si le lieu de production des boues n'est pas situé en Région wallonne, le producteur de boues est tenu de fournir le registre et ses annexes à l'Administration sur simple demande de celle-ci.

§ 2. Le producteur des boues adresse à l'Administration au plus tard le 31 mars de l'année suivante un rapport annuel de synthèse sur la destination, sur l'évolution de la qualité des boues et des sols et sur les difficultés rencontrées.

A ce rapport de synthèse sont annexés les documents suivants :

- le tableau récapitulatif annuel des boues (annexe 7);
- le tableau récapitulatif annuel des documents d'accompagnement des boues (annexe 8);
- le répertoire annuel des destinataires (annexe 9);
- les fiches récapitulatives parcellaires (annexe 6);
- les bulletins d'analyse des sols (annexe 5);
- le tableau récapitulatif annuel des bulletins d'analyse des sols (annexe 10).

§ 3. Le producteur et le destinataire fournissent à l'Administration tous renseignements ou données complémentaires qu'elle juge utile.

§ 4. Les modalités de présentation et de transmission des informations et des documents peuvent être précisées par circulaire ministérielle.

Art. 13. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Gouvernement wallon,
chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 1A. — Teneurs maximales en métaux lourds dans les boues

Eléments	Teneur en métaux lourds en mg/kg de matières sèches
Cadmium (Cd)	10
Cuivre (Cu)	600
Nickel (Ni)	100
Plomb (Pb)	500
Zinc (Zn)	2.000
Mercure (Hg)	10
Chrome (Cr)	500

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Gouvernement wallon,
chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 1B. — Teneurs maximales en métaux lourds dans les sols

Eléments	Teneur en métaux lourds en mg/kg de matières sèches
Cadmium (Cd)	2
Cuivre (Cu)	50
Nickel (Ni)	50
Plomb (Pb)	100
Zinc (Zn)	200
Mercuré (Hg)	1
Chrome (Cr)	100

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Gouvernement wallon,
chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 1C. — Quantités maximales de boues qui peuvent être utilisées sur ou dans les sols

Les quantités maximales de boues qui peuvent être utilisées sur ou dans les sols exprimées en tonnes de matières sèches par hectare sur une période de trois ans, sont déterminées sur base des teneurs en métaux lourds dans les boues comme suit :

$$P_{\max} = P \times K$$

Paramètre P

— Pour l'utilisation sur herbages, P = 3 tonnes

— Pour l'utilisation sur cultures et autres utilisations, P = 6 tonnes.

Paramètre K

$$K_i = \frac{\text{teneur de référence}}{\text{teneur de la boue d'épuration déclarée déterminée par analyse}}$$

K_{min} = le plus petit des K_i.

K = K_{min} si K_{min} < 2.

K = 2 si K_{min} ≥ 2.

Détermination des K_i

1° Les quantités maximales épandables des boues qui n'ont pas encore été utilisées sur ou dans les sols ou qui n'ont temporairement pas été reconnues aptes à l'utilisation, se déterminent sur base des résultats de deux analyses consécutives recevables effectuées selon les dispositions de l'annexe 3 espacées d'au moins un mois pour les installations d'épuration de moins de 100.000 EH et d'au moins 15 jours pour les installations d'épuration de plus de 100.000 EH.

(1EH = charge organique biodégradable ayant une DBO₅ de 60 g de O₂ par jour).

2° Les quantités maximales épandables de boues qui ont déjà été utilisées sur ou dans les sols, sont déterminées sur base des résultats des deux dernières analyses recevables effectuées conformément aux dispositions de l'annexe 3

La date à prendre en considération pour une analyse est celle correspondant à la date du prélèvement de boues pour la constitution de l'échantillon à analyser.

3° a) Si les deux bulletins d'analyses montrent des teneurs inférieures aux teneurs de référence admises pour les métaux lourds, les boues sont alors jugées aptes à la valorisation. Les moyennes de chacun des paramètres sont calculées et servent à la détermination de K_i.

b) Si un seul des deux bulletins montre des teneurs supérieures aux teneurs de référence, un troisième échantillon est directement prélevé puis analysé.

— Dans le cas où les teneurs de ce troisième échantillon sont inférieures aux teneurs de référence admises acceptables, les boues sont aptes à la valorisation.

Ce sont les moyennes des teneurs des trois bulletins qui servent à la détermination de K_i.

— Dans le cas contraire, les boues ne sont pas reconnues aptes à la valorisation.
 Pour que les boues puissent à nouveau être utilisées sur ou dans les sols, les dispositions définies au point 1° ci-dessus doivent être respectées.

Métaux lourds	Analyses (mg/kg)				Teneurs de référence (mg/kg)	$K_i = \frac{R}{M}$
	Résultats / Moyennes					
	1	2	3	M		
Dates					R	
Cd					10	
Cu					600	
Ni					100	
Pb					500	
Zn					2.500	
Hg					10	
Cr					500	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 2. — Méthodes d'analyse des boues et des sols

1. Prélèvements d'échantillons des boues

Un échantillon représentatif final, non inférieur à 1 000 g est obtenu après réduction d'un échantillon global homogénéisé.

— Si la masse de boue stockée est inférieure à 5 tonnes, l'échantillon global est constitué à partir d'au moins 2 prélèvements d'environ 1.000 g ou ml.

— Si la masse de boue stockée est supérieure à 5 tonnes, l'échantillon global d'au minimum 4 kg est constitué à partir de prélèvements élémentaires de masses approximativement égales à concurrence d'un prélèvement au minimum par 5 tonnes de boues.

— Si les boues stockées sont liquides, l'échantillon global est constitué d'un minimum de 5 prélèvements de 1.000 ml effectués après que le contenu du silo de stockage ait été homogénéisé.

Le nombre de prélèvements est adapté pour veiller à obtenir un échantillon final représentatif du lot de boues à caractériser.

Les appareils destinés aux prélèvements doivent être construits en matériaux qui ne contaminent pas les produits à prélever.

2. Prélèvements d'échantillons des sols

Un échantillon représentatif final, non inférieur à 500 g, est obtenu, après réduction, d'un échantillon global. L'échantillon global, dont la masse ne peut être inférieure à 2 kg est constitué par le mélange de 25 carottes dont les masses sont approximativement égales, prélevées au hasard sur une parcelle dont la surface est inférieure ou égale à 5 hectares, exploitée de façon homogène.

En fonction des conditions particulières d'exploitation non homogène, des données scientifiques disponibles sur les caractéristiques des sols ou l'hétérogénéité des sols, le fonctionnaire responsable de l'Administration peut réduire cette surface limite ou faire effectuer des analyses complémentaires à charge de l'utilisateur.

Toutefois, dans la mesure où l'utilisateur peut établir qu'une surface plus importante présente des caractéristiques de sols homogènes et des pratiques agricoles identiques, le fonctionnaire responsable de l'Administration peut autoriser à prélever les carottes sur une surface supérieure à 5 hectares sans qu'elle excède 35 hectares.

Le nombre de carottes ne peut dans ce cas être inférieur à 2 par hectare.

Les prélèvements sont à effectuer sur une profondeur de 25 centimètres sauf si l'épaisseur de la couche arable est inférieure à cette valeur, mais sans que la profondeur de l'échantillonnage dans ce cas ne soit inférieure à 10 centimètres.

3. Fréquences d'analyse des boues

Les analyses des boues doivent être effectuées régulièrement, au minimum suivant les fréquences reprises dans le tableau suivant.

Capacité théorique de l'installation d'épuration EH	Nombre minimum d'analyses à effectuer par an	Durée séparant deux analyses recevables consécutives (1)	
		minimale	maximale
SE ≤ 5.000 EH	1	6 mois	1 an
5.000 < SE ≤ 10.000 EH	2	4 mois	6 mois
10.000 < SE ≤ 50.000 EH	3	3 mois	4 mois
50.000 < SE ≤ 100.000 EH	6	1 mois	2 mois
SE > 100.000 EH	12	15 jours	1 mois

(1): — sauf dérogation dûment justifiée accordée par l'Administration.

— une analyse est recevable lorsqu'elle respecte les modalités d'échantillonnage, les modes opératoires et les teneurs de références définies dans le présent arrêté.

Des analyses supplémentaires doivent être effectuées dès qu'un changement qui risque d'affecter de manière significative les caractéristiques des boues, intervient dans la composition des eaux usées entrant dans l'installation d'épuration ou dans le fonctionnement de celle-ci.

L'Administration peut imposer au producteur d'effectuer des analyses supplémentaires afin de mieux cerner les caractéristiques des boues pouvant être épanchées.

4. Traitement des échantillons et méthodes d'analyse des boues et des sols

En outre des dispositions prescrites généralement en matière de déchets, les mesures suivantes sont applicables.

4. Méthode pour la détermination de pH (eau)

1. Principe

Une prise d'essai de l'échantillon séché et broyé est mise en suspension dans l'eau. Le pH est déterminé par potentiométrie.

2. Réactifs

Solutions étalons tamponnées

Deux solutions étalons tamponnées, choisies parmi celles qui sont couramment employées, sont nécessaires pour étalonner le pH-mètre.

Leurs pH doivent, si possible être situés de part et d'autre de la valeur présumée de la solution d'essai. Dans le cas contraire, l'un d'entre eux ne doit pas différer de plus d'une unité de pH de la valeur présumée.

3. Appareillage

3.1. pH-mètre, comportant un système de compensation de la température et gradué en 0,1 unité de pH.

3.2. Electrode indicatrice, en verre.

3.3. Electrode de référence, au calomel-KCl saturé.

3.4. Electrode combinée pouvant remplacer (3.2.) et (3.3.).

3.5. Bêchers, de 100 ml de capacité.

3.6. Plateaux en verre, rectangulaires 20 x 30 cm qui peuvent être introduits dans l'étuve.

3.7. Etuve électrique réglable à 40 °C.

3.8. Balance analytique.

3.9. Broyeur.

3.10. Tamis de 2 mm.

4. Préparation de l'échantillon

Étaler de façon régulière 100 g d'échantillon dans le plateau (3.6.) en une couche de 1 cm d'épaisseur maximale.

Sécher à l'étuve (3.7.) pendant 48 heures à 40 °C.

L'échantillon séché est broyé (3.9.) passé au tamis de 2 mm. (3.10.) et homogénéisé.

5. Mode opératoire

Peser à 0,01 g près, 10 g de l'échantillon homogénéisé (4).

Introduire la prise d'essai dans un béccher de 100 ml (3.5.) ajouter 50 ml d'eau et agiter la suspension de temps en temps pendant 30 min.

Pendant ce temps, procéder à l'étalonnage du pH-mètre (3.1.) selon les instructions du constructeur, en utilisant 2 solutions étalons (2.1.).

Après l'étalonnage, rincer les électrodes (3.2.) et (3.3.) ou l'électrode combinée (3.4.) avec de l'eau distillée.

La mise en suspension étant terminée, laissez sédimenter pendant 1 min, plonger les électrodes dans le liquide surnageant et mesurer le pH.

6. Expression du résultat

La valeur indiquée au pH-mètre donne le pH à 0,1 unité de pH près pour une suspension de produit sec à 20 % (m/m) dans l'eau.

B. Méthode pour la détermination des métaux lourds dans les boues et les sols

Les teneurs en métaux lourds dans les sols sont déterminées conformément aux dispositions de la CEE reprises dans la décision de la commission du 26 septembre 1990 arrêtant les méthodes de référence pour la recherche de résidus de métaux lourds et d'arsenic (90/515/CEE) et dans son annexe (voir le *Journal officiel des Communautés européennes* du 18 octobre 1990 N° L 286/33 à L 286/39).

Pour les métaux lourds autres que le mercure, la décomposition des échantillons se fait par la technique de calcination et les métaux lourds sont dosés par spectrométrie d'absorption atomique avec flamme (AAS - flamme).

Pour le mercure, la décomposition des échantillons se fait par digestion sous pression atmosphérique à l'aide d'acides minéraux.

Le mercure est dosé par spectrométrie d'absorption atomique en phase vapeur à froid ou par génération d'hydrures.

Les méthodes ISO ou DIN sont préconisées comme méthode de référence.

Toute autre méthode équivalente est également acceptée après procédure de certification basée sur l'utilisation d'un matériau de référence lui-même certifié.

En cas de disparité très prononcée des résultats, les méthodes ISO ou DIN sont utilisées comme références.

Les résultats sont exprimés en milligrammes par kilogramme de matière sèche.

Pour la détermination de la matière sèche, on se référera à la norme DIN 38 414 - S2.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUJIGEN

Annexe 3. — Bulletin d'analyse des boues

Bulletin d'analyse n°

A. Données relatives au laboratoire agréé

- Date d'agrément :
- Dénomination :
- Adresse :
- Code postal :
- Localité :
- Nom du responsable :
- Téléphone :
- Fax :

B. Données relatives au producteur

- N° de référence du producteur
- Dénomination :
- Adresse :
- Code postal :
- Localité :
- Téléphone :
- Responsable de la production des boues
- Téléphone

C. Lieu de production des boues

- Dénomination
- Adresse :
- Code postal
- Localité :
- Téléphone :
- Type de processus d'épuration
 - station d'épuration urbaine
 - processus d'épuration industriel : secteur d'activité

D. Caractéristiques des boues

- Traitement des eaux usées (filière) :
- Traitement des boues :
- Etat physique des boues produites : solide — liquide — pâteux
- Date de prélèvement de l'échantillon de boue :
- N° de l'échantillon de boue :
- Date de l'analyse :

E. Résultats de l'analyse de l'échantillon de boues N°.

Paramètres	Unités	Résultats
pH (eau)		
Valeur neutralisante		
M.S.	% (1)	
M.O.	% (1)	
Ntotal	% (1)	
Nammoniacal	% (1)	
P205	% (1)	
K20	% (1)	
MgO	% (1)	
Metaux lourds		
Cd	mg/kg M.S.	
Cu	mg/kg M.S.	
Ni	mg/kg M.S.	
Pb	mg/kg M.S.	
Zn	mg/kg M.S.	
Hg	mg/kg M.S.	
Cr	mg/kg M.S.	

(1) en % de la masse de produit brut

Vu le Signature du producteur

Vu le Signature de l'agronome

Fait à Le Signature du responsable du laboratoire agréé
--

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
charge de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUIGEN

Annexe 4. — Documents d'accompagnement

VOLET A

Document d'accompagnement N° D/A/A/././.

Date à laquelle le volet A est établi :

A. PRODUCTEUR :

N° de référence du producteur :
 Adresse :
 Code postal :
 Localité :
 Téléphone :
 Responsable de la production des boues :
 Téléphone :

B. LIEU DE PRODUCTION DES BOUES :

Dénomination :
 Adresse :
 Code postal :
 Localité :
 Téléphone :

Type de processus d'épuration :
 — station d'épuration urbaine :
 — processus d'épuration industriel : secteur d'activité

C. CARACTÉRISTIQUES DES BOUES

— Traitement des eaux usées (fibère) :
 — Traitement des boues :
 — État physique des boues produites : solide liquide pâteux siccité :
 — Masse de boues produites annuellement :

(1)

— Analyses des boues :
 Valeurs moyennes déterminées sur base des analyses

N°	B/././.		
Date			

Produits analysés	Valeurs moyennes
pH (eau) Rapport C/N (1) Valeur neutralisante	
Matière sèche Matières organiques N total N amoniacal P205 (2) MgO (2) K2O (3)	

(1) facultatif

en % de la masse de produit brut

(2) soluble dans les acides minéraux

(3) soluble dans l'eau

Métaux lourds

Métaux lourds	Valeur moyenne mg/kg de matières sèches
Cd	
Cu	
Ni	
Pb	
Zn	
Hg	
Cr	

-- Quantités maximales épandables de boues fertilisantes établies sur base du critère "Métaux lourds"

-- sur prairies :

P1 max =

-- sur cultures et autres utilisations :

P2 max =

Remarque importante : les quantités à épandre doivent être établies, par un ingénieur agronome, sur la base des besoins nutritionnels des plantes

Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont exacts. Date et signature du producteur.

Date et signature du destinataire.

Remplace le DA/A/.../... établi le .../.../... Date de péremption du présent volet A au plus tard le (1)

(1) Un an après l'établissement du précédent volet A se rapportant à la même unité de production de boue.

VOIET B

Document d'accompagnement N°
DA/M/././.

— Producteur : N° de référence

Caractéristiques des boues produites : voir

DA/M/././.

— Destinataire

— N° de référence :

— Nom :

— Adresse :

— Téléphone :

— Livraison :

— Lieu de livraison :

— Date de livraison :

— Quantité livrée :

— Destination finale :

— Epandage :

— Localisation de la parcelle

— Lieu d'épandage :

— Indication cadastrale :

— N° de référence de la parcelle :

— Superficie :

— Date d'épandage :

— Type de culture :

— Dose appliquée (tonnes/ha) :

— Autres :

— Dénomination :

— Localisation :

— Quantité maximale épandable de boues fertilisantes (rappel volet A) sur base du critère "Métaux lourds"

— sur prairies :

P1 max =

— sur cultures et autres utilisations :

P2 max =

Remarque importante : les quantités épandables doivent être établies, par un ingénieur agronome, sur la base des besoins nutritionnels des plantes

<p>Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont exacts.</p> <p>Date et signature du destinataire :</p>	<p>Je certifie sur l'honneur avoir livré au destinataire susmentionné le .../.../... une quantité de ... tonnes de boues sur le lieu d'épandage repris ci-dessus.</p> <p>Date et signature du transporteur :</p>
---	--

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 5. — Bulletin d'analyse des sols

Bulletin d'analyse n°

Données relatives au laboratoire agréé

- Date d'agrément :
- Dénomination :
- Adresse :
- Code postal :
- Localité :
- Nom du responsable :
- Téléphone :
- Fax :

Données relatives au destinataire

- N° de client :
- N° de référence du destinataire :
- Nom — Prénom :
- Adresse :
- Code postal :
- Localité :
- Téléphone :

Données relatives à la parcelle

- N° de référence de la parcelle :
- Localisation :

- Surface épanachable : S = ha

- Date de prélèvement de l'échantillon de sol :
- N° de l'échantillon de sol :
- Date de l'analyse :
- N° du bulletin d'analyse :

Résultats de l'analyse de l'échantillon de sol n°

Matière	Unités	Paramètres déterminés par analyse	Conditions réglementaires pour l'épandage
pH (eau)	—		6
Cd	mg/kg M.S.		2
Cu	mg/kg M.S.		50
Ni	mg/kg M.S.		50
Pb	mg/kg M.S.		100
Zn	mg/kg M.S.		200
Hg	mg/kg M.S.		1
Cr	mg/kg M.S.		100

M.S. = de matières sèches.

Vu le Signature du destinataire	Vu le Signature de l'agronome	Fait à Le Signature du responsable du laboratoire agréé
------------------------------------	----------------------------------	--

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.
Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 6. — Fiche récapitulative parcellaire

A. Destinataire (exploitant de la parcelle)

— N° du destinataire :

— Nom — Prénom :

— Adresse :

— Téléphone :

B. Parcelle

— N° de référence :

— Localisation :

— Indications cadastrales :

— Surface épanable :

Si S > 5 ha : date et référence de la dérogation :

dont question à l'article 15 § 4°

C. Désignation des laboratoires agréés pour les analyses de sol

D. Analyses du sol

N° de référence de la parcelle :										
Analyses des échantillons du sol			pH (eau)	Teneurs en mg/kg de matière sèche						
Date	N° bulletin d'analyse	Labos agréés		Cd	Cu	Ni	Pb	Zn	Hg	Cr
			≥ 6	Teneurs maximum autorisées pour l'épandage						
				2	50	50	100	200	1	100

E. Suivi des épandages

N° de référence de la parcelle :											
N° du producteur	Date de livraison	Quantités livrées			Date d'épandage	Quantités épandues		Quantités recommandées dans le plan agronomique	Quantité maximale épandable admise Prairies : P1 max Autres : P2 max		Type de culture après épandage
		T	N°	DAB		T de boues brutes	dose à l'ha TMS/ha		TMS/ha	TMS/ha	

Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont complets et exacts.

Le (ou les) agronome(s) Date(s) et signature(s)
--

Le destinataire Date et signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 7. — Tableau récapitulatif annuel des bulletins d'analyse des boues

Année	Producteur :		N° de référence :			
	Station d'épuration					
Paramètres	N° Analyse (2)					
	Labos agréés					
	Dates					
	Unités					
pH (eau)						
Valeur neutralisante						
M.S.	% (1)					
M.O.	% (1)					
Ntotal	% (1)					
Nammoniacal	% (1)					
P205	% (1)					
K20	% (1)					
MgO	% (1)					
Métaux lourds	mg/kg M S					
Cd	mg/kg M S					
Cu	mg/kg M S					
Ni	mg/kg M S					
Pb	mg/kg M S					
Zn	mg/kg M S					
Hg	mg/kg M S					
Cr	mg/kg M S					

(1) en % de la masse de produit brut.

(2) numéro d'analyse B + année + numéro dans l'année

Exemple : B/92/03

analyse de boue n° 3 réalisée en 1992

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques

Namur, le 12 janvier 1995

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
charge de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Annexe 9. — Répertoire annuel des destinataires

Année :

Producteur

— désignation : — N° de référence :

DESTINATAIRES				
N° référence du destinataire	Nom — Prénom du destinataire	Adresse	Téléphone	Quantité totale fournie (T)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe 10. — Tableau récapitulatif annuel des bulletins d'analyse des sols

Année :	Producteur :
	N° de référence :

Caractéristiques des sols											
N° de référence du destinataire	N° de référence des parcelles	Dernières analyses de sol effectuées			Paramètres analysés						
		Date	N° bulletin	Labos agréés	pH (eau)	Éléments en mg/kg de matière sèche					
						Cd	Cu	Ni	Pb	Zn	Hg

Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont complets et exacts.

Le producteur Date et signature	L'agronome Date et signature	Le destinataire Date et signature
------------------------------------	---------------------------------	--------------------------------------

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 1995 portant réglementation de l'utilisation sur ou dans les sols de boues d'épuration ou de boues issues de centres de traitement de gadoues de fosses septiques.

Namur, le 12 janvier 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 907

[C — WIN — 27162]

**12. JANUAR 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm
aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben**

Aufgrund der Richtlinie des Rates 86/278/EWG vom 12. Juni 1986 über den Schutz der Umwelt und insbesondere der Böden bei der Verwendung von Klärschlamm in der Landwirtschaft;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987, 30. Juni 1988, 4. Juli und 25. Juli 1991, und teilweise nichtig erklärt durch das Urteil des Schiedshofes vom 5. April 1990, insbesondere Artikel 7, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, abgeändert durch die Dekrete vom 30. April 1990 und 23. Juni 1994, und teilweise nichtig erklärt durch das Urteil des Schiedshofes vom 25. Februar 1988, insbesondere Artikel 40 und 46;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, insbesondere Artikel 8;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Art. 3, § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 2. Mai 1994 abgegebenen Gutachtens des Federalministers der Landwirtschaft;

Aufgrund der am 12. Oktober 1992 und 16. Juni 1994 abgegebenen Gutachten der "Commission des Déchets" (Kommission für Abfälle);

Aufgrund der am 4. Juni 1992 und 15. Dezember 1994 abgegebenen Gutachten der "Commission des Eaux" (Kommission für Wasser);

Aufgrund der am 24. September 1993 und 4. Januar 1995 abgegebenen Gutachten des "Office régional wallon des déchets" (Wallonisches Regionalamt für Abfälle);

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Notwendigkeit, unverzüglich Maßnahmen zur Regelung der Verwendung von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben zu treffen, sich aus der Einhaltungspflicht der oben erwähnten Richtlinie 86/278/EWG ergibt, deren Frist für die Umsetzung in internes Recht seit dem 17. Juni 1989 abgelaufen ist;

In der Erwägung, daß der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften in seinem Urteil vom 3. Mai 1994 in der Tat festgestellt hat, daß das Königreich Belgien den Verpflichtungen, die ihm aufgrund des Abkommens zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft obliegen, nicht nachgekommen ist;

In der Erwägung, daß der Staatsrat in seinem Gutachten L.22 574/9 vom 29. November 1993 bezüglich einer früheren Fassung des vorliegenden Erlasses der Meinung war, daß der vorliegende Erlaß "sich nicht nur auf das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung und das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser stützen kann, sondern auch auf das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle";

In der Erwägung außerdem, daß der Staatsrat in seinen Gutachten L.22 564/8 und L.22 565/8 vom 8. Februar 1994 der Meinung war, daß die Umsetzung der Richtlinie 86/278/EWG in internes Recht die Annahme von Normen in Sachen Umwelthygiene bezüglich Abfälle ausschließlich durch die Regionen, und also nicht die Annahme von Produktnormen durch die Föderalregierung voraussetzt;

In Erwägung der Tatsache, daß Schlämme als Bodendüngemittel betrachtet werden können und eine günstige Auswirkung auf die Pflanzenproduktion haben können und daß die Förderung ihrer Verwertung in der Landwirtschaft deshalb gerechtfertigt ist, vorausgesetzt, daß bestimmte Grenzwerte für Schwermetalle in den Schlämmen und in den Böden nicht überschreitet und daß sie ordnungsgemäß verwendet werden;

In der Erwägung, daß die Festlegung von Verwendungsnormen folgende spezifische Zielsetzungen hat: einerseits den Schutz der Böden, des Wassers, und der Vegetation und andererseits die Erhöhung der Verwertungsmöglichkeiten durch die Homogenisierung der Schlämme und eine Konformitätskontrolle bei deren Erzeugung;

In der Erwägung, daß das Ausbringen von Schlamm auf dem Boden zugunsten der Landwirtschaft oder der Umweltökologie eine Aktion der Abfallverwertung ist, wobei der Schlamm jedoch bei dem Ausbringen auf dem Boden seine Eigenschaft als Abfall verliert;

In der Erwägung, daß die Tätigkeit des Ausbringens keiner Genehmigung zu unterwerfen ist, da sie nicht den Einsatz einer Anlage erfordert und daß ihre Spezifität darin besteht, in sich selbst die Veränderung eines Abfalls in ein landwirtschaftliches Düngemittel zu bewirken;

In der Erwägung, daß diese Veränderung nur dann erfolgt, wenn alle Vorschriften des vorliegenden Erlasses eingehalten worden sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt, die Naturschätze und die Landwirtschaft gehören,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — *Allgemeine Grundsätze*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses sind:

1° Schlämme: die Schlämme, die aus Kläranlagen zur Aufbereitung von Haushaltsabwasser, aus Verfahren zur Klärung von industriellem Abwasser oder aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben stammen;

2° Verwendung: das Ausbringen der Schlämme auf dem Boden bzw. jede andere Verwendung der Schlämme auf und in dem Boden.

3° Erzeuger: jeder Verwalter einer öffentlichen oder privaten Klärstation oder -anlage oder eines Aufbereitungszentrums für Fäkalien aus Faulgruben, deren Betrieb die Erzeugung von Schlämmen hervorruft;

4° Verwaltung: die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

5° Empfänger: jede Person, die die Schlämme zuletzt verwendet;

Art. 2. § 1. Die Schlämme dürfen nur unter Einhaltung der nachstehenden Bedingungen in bzw. auf den Böden verwendet werden:

1° die Schlämme sind nicht gefährlich und nicht giftig, und weisen Konzentrationen von Schwermetallen auf, die die im Anhang 1A erwähnten Grenzwerte nicht überschreiten; ihr pH-Wert (Wasser) liegt über 6;

2° die Böden weisen Konzentrationen von Schwermetallen auf, die die im Anhang 1B erwähnten Grenzwerte nicht überschreiten; ihr pH-Wert (Wasser) liegt über 6;

3° die ausgebrachten Schlammengen dürfen die im Anhang 1C festgelegten maximalen Schwellen nicht überschreiten.

§ 2. Jegliches auf der Basis von Schlämmen hergestellte Produkt, das zur Verwendung in bzw. auf Böden bestimmt ist, muß denselben Anforderungen genügen als denjenigen, die für die Verwendung von Schlämmen auf bzw. in den Böden gelten.

KAPITEL II. — *Die Schlämme*

Art. 3. § 1. Die Schlämme sind Gegenstand eines auf Anfrage des Erzeugers von der Verwaltung ausgestellten Verwendungszeugnisses.

§ 2. Der Antrag auf ein Verwendungszeugnis wird bei der Verwaltung per Einschreiben gestellt. Er beinhaltet folgende Angaben:

- die Identität des Sektors, der die Schlämme erzeugt, und die Abfallkodennummer;
- eine Beschreibung über die Verfahren, durch welche die Schlämme erzeugt werden;
- eine Auflistung der Produkte, Stoffe und Substanzen, die in dem Verfahren verwendet werden, und die in den Schlämmen zurückgefunden werden können;
- eine in einem von der Wallonischen Region genehmigten Labor ausgeführte, gesamte physisch-chemische und biologische Analyse der Schlämme;
- einen Bericht über den agronomischen Wert der Schlämme.

Im Fall der Einfuhr von Schlämmen ist diesem Antrag der Abweichungsantrag nach Art. 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. März 1987 über die Ablagerung gewisser Abfälle in der Wallonischen Region beizufügen wenn die Schlämme aus einer anderen belgischen Region stammen, oder die Notifizierung nach Art. 6 und 22 der Verordnung (EWG) Nr. 259/93 des Rates vom 1. Februar 1993 zur Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft wenn die Schlämme aus einem anderen Staat stammen, gemäß der im in Anwendung der oben erwähnten Verordnung verabschiedeten Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 1994 vorgeschriebenen Bestimmungen.

§ 3. Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Einreichen des Antrags überprüft die Verwaltung, ob die Akte vollständig ist, und teilt dem Antragsteller mit, ob der Antrag zulässig ist oder nicht. Innerhalb der gleichen Frist kann die Verwaltung ergänzende Informationen und Unterlagen anfordern, um die Eigenschaften der Schlämme bestimmen zu können.

Die Verwaltung verweigert oder gewährt das Verwendungszeugnis innerhalb einer Frist von 3 Monaten nach der Mitteilung über die Zulässigkeit des Antrags.

§ 4. Das Verwendungszeugnis kann besondere Bedingungen enthalten, um den Boden-, Wasser-, Pflanzen-, und im allgemeinen Menschen- und Umweltschutz zu sichern. Auf dem Verwendungszeugnis ist dessen Gültigkeitsfrist erwähnt.

§ 5. Jegliche Änderung der unter § 2 erwähnten Angaben ist der Verwaltung unverzüglich mitzuteilen.

§ 6. Die Verwaltung ist berechtigt, das Verwendungszeugnis zeitweilig aufzuheben oder ganz zurückzuziehen, wenn die im vorliegenden Erlaß oder im Verwendungszeugnis festgelegten Verwendungsbedingungen oder die in § 5 erwähnte Verpflichtung nicht eingehalten worden sind.

Art. 4. § 1. Die Schlämme sind nach den im Anhang 2 festgelegten Bestimmungen einer Analyse zu unterziehen. Diese Analyse muß in einem von der Wallonischen Region genehmigten Labor erfolgen, und die Ergebnisse werden in einem Analysenschein, dessen Muster im Anhang 3 festgelegt ist, vermerkt.

§ 2. Für jede Schlammprobe werden folgende Parameter untersucht:

- pH-Wert (Wasser);
- Trockensubstanz, organische Stoffe, neutralisierender Wert, Gesamtstickstoff, Ammoniumstickstoff, Phosphorsäureanhydrid, Kaliumoxid, Magnesiumoxid;
- Gehalt an Schwermetallen: Kadmium, Kupfer, Nickel, Blei, Zink, Quecksilber, Chrom.

Die Ergebnisse der Analysen bezüglich der Schwermetalle werden in Milligramm pro Kilogramm Trockensubstanz ausgedrückt.

Art. 5. Die Empfänger teilen den Schlammerzeugern alle nützlichen Informationen über die Bestimmung der Schlämme mit.

Vor jeglicher Verwendung der Schlämme müssen die Empfänger dieser Schlämme eine von der Verwaltung ausgestellte offizielle Kenn-Nummer erhalten.

Art. 6. § 1. Der Erzeuger von Schlämmen ist für die Übereinstimmung dieser Schlämme mit den Bestimmungen von Art. 2, § 1, 1° verantwortlich. Er teilt dem Empfänger die Eigenschaften der erzeugten Schlämme mit.

§ 2. Der Erzeuger von Schlämmen stellt einen Begleitschein in zweifacher Ausfertigung aus; dieser Begleitschein ist im Anhang 4 festgelegt und besteht aus zwei Teilen.

Teil A wird vor der ersten Lieferung von Schlämmen und erneut bei jeder bedeutenden Abänderung einer oder mehrerer in diesem Teil enthaltenen Angaben vom Erzeuger und Empfänger in zweifacher Ausfertigung ausgefüllt und unterzeichnet, und dies mindestens einmal jährlich. Der Erzeuger und der Empfänger bekommen und behalten jeder ein Exemplar.

Teil B begleitet obligatorisch jede entsprechende Lieferung von Schlämmen. Unter Lieferung versteht man die Lieferung einer Partie Schlämme, die auf ein und derselben Parzelle verwendet werden.

Teil B wird vom Spediteur und vom Empfänger in zwei Exemplaren unterschrieben, letzterer schickt dem Erzeuger ein Exemplar zurück und behält das andere Exemplar.

Der Erzeuger und der Empfänger verpflichten sich, diese Unterlagen während einer Minstdauer von 12 Jahren aufzubewahren.

KAPITEL III. — Die Böden

Art. 7. § 1. Die Böden, auf bzw. in denen die Schlämme verwendet werden, müssen zuvor einer Untersuchung nach den Bestimmungen von Anhang 2 unterzogen werden.

Die Böden werden mindestens alle zehn Jahre untersucht.

Die Analysen müssen in einem von der Wallonischen Region genehmigten Labor erfolgen und die Ergebnisse werden in einem Analysenschein, dessen Muster im Anhang 5 festgelegt ist, vermerkt.

§ 2. Für jede repräsentative Endprobe der zu untersuchenden Bodenparzelle werden nachstehende Parameter analysiert:

— der pH-Wert (Wasser);

— der Gehalt an Kadmium, Kupfer, Nickel, Blei, Zink, Quecksilber, Chrom

Die Ergebnisse der Analysen bezüglich der Schwermetalle werden in Milligramm pro Kilogramm Trockensubstanz ausgedrückt.

Art. 8. § 1. Die Verwendung von Schlämmen darf auf keinen Fall unter Berücksichtigung der Zufügung der darin enthaltenen Schwermetalle oder der Zufügung von Schwermetallen aus anderen ausgebrachten oder auszubringenden Stoffen oder Produkten die Überschreitung eines oder mehrerer der im Anhang 11 vorgeschriebenen Grenzwerte für Schwermetalle in den Böden verursachen.

§ 2. U.a. zu diesem Zweck entwirft der Empfänger eine Planung der Ausbringttigkeiten, oder er läßt eine solche Planung entwerfen. Diese Planung berücksichtigt folgende Parameter

— die Informationen über die Eigenschaften der Schlämme, der Böden und der Anbauvorgeschichte,

— die Bedürfnisse an Nahrungselementen der angebauten Arten aufgrund der Anbauvorgeschichte,

— der in den Schlämmen enthaltene Stickstoff und Phosphor;

— die Dosis der ausgebrachten Schlämme;

— das Zufügen von mineralen oder sonstigen Düngemitteln,

— das Zufügen von sonstigen ausgebrachten oder auszubringenden Stoffen oder Produkten.

Diese Planung der Ausbringttigkeiten muß mit dem Visum eines Agronomingenieurs oder eines Industrieningieurs der Agronomie versehen werden.

§ 3. Ein zusammenfassender Parzellenzettel nach dem im Anhang 6 bestimmten Muster wird vom Empfänger nach jedem Ausbringen ergänzt. Dieser Zettel wird mit dem Visum des im vorigen

Paragraphen erwähnten Agronomingenieurs versehen und muß vom Empfänger aufbewahrt werden.

Art. 9. § 1. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher oder verordnungsnaßiger Bestimmungen ist es verboten, Schlämme u.a. auf/in folgenden Böden bzw. unter folgenden Bedingungen zu verwenden:

1° Auf Weide- oder Futterbauland, es sei denn es wird eine Frist von sechs Wochen zwischen der Verwendung und dem Weiden oder der Ernte eingehalten;

2° Auf Böden, die für den Gemüse- oder Obstbau bestimmt sind, wenn das Gemüse bzw. das Obst in direktem Kontakt mit dem Boden ist und normalerweise roh verzehrt wird, und dies während einer Periode von zehn Monaten vor der Ernte;

3° Auf Böden, die für den Gemüse- oder Obstbau bestimmt sind, mit Ausnahme der Obstbäume, unter der Voraussetzung, daß die Verwendung von Schlämmen nach der Ernte und vor der nächsten Blüte stattfindet;

4° Auf Forstböden;

5° In den in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung geschaffenen oder zugelassenen Naturschutzgebieten, in den kraft des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch relevanten feuchten Zonen bestimmten Sumpfböden, in den Naturgebieten und Naturgebieten wissenschaftlichen Interesses im Sinne des Artikels 178 des Wallonischen Gesetzbuches für die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

- 6° In einer Entfernung von weniger als 10 Meter von:
- Brunnen und Bohrungen;
 - Quellen;
 - unterirdischen oder halb-begrabenen Lagervorrichtungen oder Freispiegelleitungen, Wasserflächen für die Ernährung von Menschen oder Tieren oder für die Bewässerung von Gemüsebau;
 - Ufern;
 - Kämnen von Wasserlaufufern oder Gräben;
 - als überschwemmbar betrachteten Gebieten;

7° Auf seit mehr als 24 Stunden ununterbrochen gefrorenen Böden.

§ 2. Bei der Verwendung von Schlämmen, ist der Empfänger verpflichtet:

- 1° abgesehen von Wiesen und Weiden, die geeigneten Verfahren anzuwenden, für:
- entweder ein sicheres Hineinmischen der Schlämme in den Boden innerhalb von 24 Stunden, wenn die Schlämme Gegenstand einer biologischen, chemischen oder thermischen Behandlung, einer Behandlung durch langfristige Lagerung oder durch irgend ein anderes Verfahren zur bedeutenden Reduzierung ihrer Gärungsfähigkeit und der mit deren Verwendung verbundenen sanitären Nachteile gewesen sind;
 - oder eine direkte Einbringung oder Injektion in den Boden, wenn die Schlämme nicht Gegenstand einer biologischen, chemischen oder thermischen Behandlung, einer Behandlung durch langfristige Lagerung oder durch irgend ein anderes Verfahren zur bedeutenden Reduzierung ihrer Gärungsfähigkeit und der mit deren Verwendung verbundenen sanitären Nachteile gewesen sind;
- 2° ein homogenes Ausbringen der Schlämme zu sichern;
- 3° alle Maßnahmen zu treffen, damit das Abfließwasser, unter anderem durch das Gefälle, keine geschützten Stellen oder Bereiche erreichen kann, so daß es keine Verschmutzungen verursachen kann;
- 4° dafür zu sorgen, daß das Bodenaufnahmevermögen nicht überfordert wird.
- Man betrachtet, daß das Bodenaufnahmevermögen überfordert wird, wenn der ausgebrachte Schlamm auf der Bodenfläche mehr als 24 Stunden liegen bleibt oder wenn die Schlämme aus der Ausbringzone abfließen.

Art. 10. Eine zeitweilige Lagerung von Schlämmen in einer Entfernung von weniger als 200 Metern von Wohnungen ist untersagt, es sei denn, die Anwohner haben sich schriftlich damit einverstanden erklärt.

Die Verwaltung ist berechtigt, das Wegschleppen der gelagerten Schlämme oder sonstige Maßnahmen, die sie als nützlich betrachtet, anzufordern, um jeglicher Verschmutzung vorzubeugen und die Bevölkerung und die Umwelt gegen mögliche Beschädigungen als Folge der zeitweiligen Lagerung von Schlämmen zu schützen.

KAPITEL IV. — Die Führung von Registern

Art. 11. § 1. Der Erzeuger von in der Wallonischen Region verwendeten Schlämmen ist verpflichtet, ein Register zu führen, in dem nachstehende Angaben erwähnt sind:

- 1° Eigenschaften der Schlämme;
- 2° erzeugte Schlammengen und deren Bestimmungen;
- 3° Empfänger der Schlämme;
- 4° Eigenschaften der Böden.

Das Register weist auf folgende Unterlagen hin, welche ihm im Anhang zugefügt sind:

- die in Art. 4 erwähnten Schlamm-Analysenscheine;
- die im Anhang 7 gemeinten jährlichen zusammenfassenden Tabellen der Schlamm-Analysenscheine;
- die in Art. 6, § 2 gemeinten Dokumente, die die Schlämme begleiten;
- die im Anhang 8 gemeinten jährlichen zusammenfassenden Tabellen der Begleitdokumente;
- die im Anhang 9 erwähnte jährliche Auflistung der Schlammempfänger;
- die Boden-Analysenscheine nach Art. 7;
- die zusammenfassenden Parzellenzettel nach Art. 8, § 3;
- die jährlichen zusammenfassenden Tabellen der Boden-Analysenscheine nach Art. 10.

§ 2. Der Empfänger von Schlämmen führt ein Register, welches auf die Bodenanalysenscheine nach Art. 7 und die zusammenfassenden Parzellenzettel nach Art. 8, § 3 hinweist. Diese beiden Gruppen Unterlagen werden dem Register im Anhang zugefügt.

Art. 12. § 1. Das Register und seine Anhänge müssen den zuständigen Bediensteten der Verwaltung an dem Produktionsort der Schlämme zu jeder Zeit zugänglich sein. Die Bediensteten der Verwaltung sind berechtigt, von dem Erzeuger eine Kopie des Registers oder eines Teils dieses Registers anzufordern.

Wenn sich der Produktionsort der Schlämme nicht in der Wallonischen Region befindet, ist der Erzeuger der Schlämme verpflichtet, der Verwaltung das Register und seine Anhänge auf einfache Anfrage ihrerseits zu liefern.

§ 2. Der Erzeuger der Schlämme schickt der Verwaltung spätestens am 31. März des folgenden Jahres einen jährlichen zusammenfassenden Bericht über die Bestimmung, die Entwicklung der Schlamm- und Bodenqualität und die aufgetretenen Schwierigkeiten.

Diesem zusammenfassenden Bericht werden folgende Unterlagen zugefügt:

- die jährliche zusammenfassende Tabelle der Schlämme (Anhang 7);
- die jährliche zusammenfassende Tabelle der Begleitunterlagen der Schlämme (Anhang 8);
- die jährliche Auflistung der Empfänger (Anhang 9);
- die zusammenfassenden Parzellenzettel (Anhang 6);
- die Bodenanalysenscheine (Anlage 5);
- die jährliche zusammenfassende Tabelle der Bodenanalysenscheine (Anlage 10).

§ 3. Der Erzeuger und Empfänger teilen der Verwaltung alle ergänzenden Auskünfte und Angaben mit, die sie als nützlich betrachtet

§ 4. Die Modalitäten bezüglich der Darstellung und der Übermittlung der Informationen und der Unterlagen können durch Ministerialrundschriften genauer bestimmt werden.

Art. 13. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt

Namur, den 12. Januar 1995

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anhang I.A. — Höchstgehalte an Schwermetallen in den Schlämmen

Elemente	Gehalt an Schwermetallen in mg/kg Trockensubstanz
Kadmium (Cd)	10
Kupfer (Cu)	600
Nickel (Ni)	100
Blei (Pb)	500
Zink (Zn)	2 000
Quecksilber (Hg)	10
Chrom (Cr)	500

Gesehen um dem Erfaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungsanlagen für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden

Namur, den 12. Januar 1995

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anhang I.B. — Höchstgehalte an Schwermetallen in den Böden

Elemente	Gehalt an Schwermetallen in mg/kg Trockensubstanz
Kadmium (Cd)	2
Kupfer (Cu)	50
Nickel (Ni)	50
Blei (Pb)	100
Zink (Zn)	200
Quecksilber (Hg)	1
Chrom (Cr)	100

Gesehen um dem Erfaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungsanlagen für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden

Namur, den 12. Januar 1995

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anhang IC -- Höchstmengen der Schlämme, die auf oder in den Böden verwendet werden können

Die in Tonnen Trockenstoffe pro Hektar ausgedrückten Höchstmengen der Schlämme, die über eine Periode von drei Jahren auf bzw. in den Böden verwendet werden können, werden aufgrund der Gehalte an Schwermetallen in den Schlämmen wie folgt bestimmt:

$$P_{\max} = P \times K$$

"P" Parameter

-- Für die Verwendung auf Weideland: P = 3 Tonnen

-- Für die Verwendung auf Kulturen und sonstige Verwendungen: P = 6 Tonnen

"K" Parameter

$$K_i = \frac{\text{Richtgehalt}}{\text{Durch Analyse bestimmter erklärter Gehalt des Klärschlammes}}$$

K_{\min} = der kleinste der K_i Werte

$K = K_{\min}$ wenn $K_{\min} < 2$

$K = 2$ wenn $K_{\min} \geq 2$

Bestimmung der K_i Werte

1° Die ausbringbaren Höchstmengen der Schlämme, die noch nicht auf bzw. in den Böden verwendet worden sind oder die vorübergehend noch nicht als für die Verwendung geeignet anerkannt worden sind, werden aufgrund der Ergebnisse von zwei aufeinanderfolgenden zulässigen Analysen festgelegt. Diese Analysen müssen nach den in Anhang 3 beschriebenen Bestimmungen durchgeführt werden, mit einem Zeitabstand zwischen diesen beiden Analysen von mindestens 1 Monat für Kläranlagen von weniger als 100 000 FEGW und mindestens 14 Tagen für Kläranlagen von mehr als 100 000 FEGW.

(1 FEGW = biologisch abbaubare Belastung mit einem DBO_5 Sauerstoffbedarf von 60 g O_2 pro Tag)

2° Die ausbringbaren Höchstmengen der Schlämme, die bereits auf bzw. in den Böden verwendet worden sind, werden aufgrund der Ergebnisse der letzten beiden zulässigen Analysen nach den in Anhang 3 beschriebenen Bestimmungen festgelegt.

Das für eine Analyse zu berücksichtigende Datum ist dasjenige, das dem Tag der Schlämmprobeaufnahme für die Bildung der zu analysierenden Probe entspricht.

3° a) Wenn beide Analysenschemata Gehalte aufweisen, die die zulässigen Richtgehälter für Schwermetalle nicht überschreiten, werden die Schlämme als für die Verwertung geeignet betrachtet. Für jeden der Parameter werden die Durchschnittswerte berechnet, die zur Bestimmung der K_i -Werte dienen.

b) Wenn nur einer der beiden Analysenschemata Gehalte aufweist, die die Richtgehälter überschreiten, dann wird eine dritte Probe direkt genommen und anschließend analysiert.

-- Wenn die Gehalte dieser dritten Probe niedriger sind als die zulässigen Richtgehälter, sind die Schlämme für die Verwertung geeignet.

Zur Bestimmung der K_i -Werte werden dann die Durchschnittswerte der Gehalte der drei Analysenschemata verwendet.

-- Andernfalls werden die Schlämme nicht als für die Verwertung geeignet betrachtet. Damit die Schlämme wieder auf bzw. in den Böden verwendet werden können, müssen die oben unter 1° angeführten Bestimmungen eingehalten werden.

Schwermetalle	Analysen (mg/kg)				Richtgehälter (mg/kg)	$K_i = \frac{R}{M}$
	Ergebnisse / Durchschnitt					
	1	2	3	M		
Datum					R	
Cd					10	
Cu					600	
Ni					100	
Pb					500	
Zn					2 500	
Hg					10	
Cr					500	

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlämme aus Aufbereitungscentren für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,

beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Anhang 2 — Verfahren zur Analyse der Schlamm- und der Boden

1. Probenentnahme von Schlämmen

Eine repräsentative Endprobe, die mindestens 1.000 g schwer sein muß, wird nach Reduzierung einer homogenisierten Gesamtprobe erhalten.

— Wenn die gelagerte Schlammmasse weniger als 5 Tonnen wiegt, wird die Gesamtprobe ab mindestens 2 Probenahmen von ca. 1.000 g oder ml zusammengestellt.

— Wenn die gelagerte Schlammmasse mehr als 5 Tonnen wiegt, wird die Gesamtprobe, die mindestens 1 kg schwer sein muß, ab elementaren Probenahmen zusammengestellt, deren Massen ungefähr gleich sind. Pro 5 Tonnen Schlamm muß mindestens eine Probenahme erfolgen.

— Wenn die gelagerten Schlämme flüssig sind, muß die Gesamtprobe aus mindestens 8 Proben von 1.000 ml bestehen, welche erst, nachdem der Inhalt des Lagersilos homogenisiert worden ist, entnommen werden dürfen.

Die Anzahl der Probenahmen muß zureichend sein, um eine repräsentative Endprobe der zu kennzeichnenden Schlamm- zu erhalten.

Die zur Probenentnahme dienenden Geräte müssen aus Stoffen hergestellt sein, die die zu entnehmenden Materialien nicht verseuchen.

2. Probenentnahme von Boden

Eine repräsentative Endprobe, die mindestens 500 g schwer sein muß, wird nach Reduzierung einer homogenisierten Gesamtprobe erhalten. Die Gesamtprobe, deren Masse mindestens 2 kg wiegen muß, besteht aus der Mischung von 25 Bohrproben ungefähr gleicher Masse, die willkürlich auf einer homogen bewirtschafteten Parzelle, deren Oberfläche höchstens 5 Hektar beträgt, entnommen werden.

Aufgrund der besonderen Bedingungen einer nicht-homogenen Bewirtschaftung, der verfügbaren wissenschaftlichen Daten über die Bodeneigenschaften oder der Bodenheterogenität kann der zuständige Beamte der Verwaltung diese Grenzfläche verringern oder zu Lasten des Verwenders ergänzende Analysen durchführen lassen.

Wenn der Verwender jedoch nachweisen kann, daß eine größere Oberfläche die Eigenschaften homogener Boden und einer identischen Landwirtschaftspraxis aufweist, kann der zuständige Beamte der Verwaltung die Entnahme von Bohrproben auf einer größeren Fläche als 5 Ha erlauben. Diese darf 35 Ha jedoch nicht überschreiten.

In diesem Fall darf die Anzahl Bohrproben nicht weniger als 2 pro Hektar betragen.

Die Entnahmen müssen in einer Tiefe von 25 cm erfolgen, es sei denn, die Tiefe der Ackerbodenschicht liegt unter diesem Wert, wobei aber die Tiefe der Probenahme in diesem Fall nicht weniger als 10 cm betragen darf.

3. Häufigkeit der Schlammanalysen

Die Schlammanalysen müssen in regelmäßigen Abständen erfolgen und zwar mindestens nach den in nachstehender Tabelle angeführten Angaben.

Theoretische Leistung der Kläranlage (EGW)	Mindestanzahl der jährlich anzuführenden Analysen	Zeitabstand zwischen zwei aufeinanderfolgenden zulässigen Analysen (1)	
		mindestens	höchstens
KA 5.000 EGW	1	6 Monate	1 Jahr
5.000 < KA 10.000 EGW	2	4 Monate	6 Monate
10.000 < KA 50.000 EGW	3	3 Monate	4 Monate
50.000 < KA 100.000 EGW	6	1 Monat	2 Monate
KA 100.000 EGW	12	15 Tage	1 Monat

(1) — vorbehaltlich einer von der Verwaltung gewährter Abweichung mit einer gehörigen Rechtfertigung.

— eine Analyse wird als zulässig betrachtet, wenn sie die Modalitäten der Probenentnahme, die Verfahrenswesen und die Richtgehalte, sowie sie im vorliegenden Erlaß festgelegt sind, beachtet.

Ergänzende Analysen müssen durchgeführt werden, sobald die Zusammenstellung des Abwassers, das in die Kläranlage fließt, oder die Wirkungsweise dieser Anlage eine Änderung aufweisen, wodurch die Eigenschaften der Schlamm- bedeutsam beeinflusst werden können.

Die Verwaltung kann den Erzeuger dazu verpflichten, ergänzende Analysen vorzunehmen, um die Eigenschaften der Schlamm-, die ausgebracht werden können, besser zu erfassen.

— Behandlung der Proben und Methoden zur Analyse der Schlamm- und der Boden

Neben den allgemeinen Vorschriften in Sachen Abfälle sind folgende Maßnahmen anwendbar:

1. Methode zur Bestimmung des pH-Wertes (Wasser)

1. Prinzip

Eine getrocknete und gemahlene Probe wird in Wasser aufgeschlämmt. Der pH-Wert wird durch potentiometrische Titration festgestellt.

2 Reagenzien

Normalpufferlösungen

Zwei Normalpufferlösungen, die unter den üblich verwendeten Lösungen gewählt werden sind erforderlich, um das pH-Anzeigergerät zu eichen

Ihre pH-Werte müssen wenn möglich oberhalb und unterhalb des vermuteten Wertes der Probelösung liegen. Andernfalls darf einer der beiden pH-Werte sich nicht um mehr als eine pH-Einheit vom vermuteten Wert unterscheiden

3 Ausrüstung

3.1 pH-Anzeigergerät, mit Temperaturnausgleichssystem und Gradierungen in 1/10 pH-Einheiten

3.2 Anzeigeelektrode, aus Glas

3.3 Kalomel-Bezugselektrode (gesättigtes KCl-Kalomel)

3.4 Kombinierte Elektrode, die (3.2) und (3.3) ersetzen kann

3.5 Bechergläser - Inhalt: 100 ml

3.6 Rechteckige Glasplatten (20 x 30 cm), welche in den Heizschrank eingeführt werden können

3.7 Auf 40 °C einstellbarer Heizschrank

3.8 Analytische Waage

3.9 Mühle

3.10 Sieb mit Maschenweite 2 mm

4 Vorbereitung der Probe

Eine Probenmenge von 100 g in die Glasplatte gleichmäßig (3.6) auftragen. Die maximale Schichtdicke beträgt 1 cm

Die Probe im Heizschrank (3.7) während 48 Stunden bei 40°C trocknen

Die getrocknete Probe wird gemahlen (3.9) durch das Sieb mit Maschenweite 2 mm (3.10) gesiebt und homogenisiert

5 Arbeitsverfahren

10 g der homogenisierten Probe mit 0,01 g Genauigkeit wiegen (4)

Die Probenahme in ein 100 ml Becherglas (3.5) einführen, 50 ml Wasser zutragen und die Suspension während 30 Min ab und zu schütteln

Während dieser Zeit das pH-Anzeigergerät (3.1) nach den Angaben des Herstellers eichen, in dem man 2 Normallösungen verwendet (2.1)

Nach der Eichung werden die Elektroden (3.2) und (3.3) oder die kombinierte Elektrode (3.4) mit destilliertem Wasser gespült

Wenn das Aufschäumen fertig ist, läßt man die Lösung während 1 Min ablagern. Dann werden die Elektroden in die aufschwimmende Flüssigkeit getaucht und wird der pH-Wert gemessen

6 Ausdruck des Ergebnisses

Der am pH-Meßgerät angezeigte Wert gibt den pH-Wert mit einer Genauigkeit von 0,1 pH-Einheit an für eine Trockensubstanzsuspension zu 20 % (m/m) im Wasser

B Methode zur Festlegung der Gehalte an Schwermetallen in den Schlammern und Böden

Die Gehalte an Schwermetallen in den Böden werden nach den EWG-Vorschriften ermittelt, welche in der Entscheidung (90/515/EWG) der Kommission vom 26. September 1990 zur Festlegung der Referenzmethoden zum Nachweis von Schwermetall- und Arsenrückständen und deren Anlage (8) das *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften* vom 18. Oktober 1990 Nr. L286/33 bis L286/39 angeführt sind

Für andere Schwermetalle als das Quecksilber erfolgt die Zerlegung der Proben durch Trockenveraschen und die Schwermetalle werden durch Atomabsorptionsspektrometrie mit Flamme (AAS - Flamme) dosiert

Für das Quecksilber erfolgt die Zerlegung der Proben durch Druckaufschließung mit Mineralsäuren

Das Quecksilber wird durch Atomabsorptionsspektrometrie (AAS) in der Kaltdampfphase oder durch Hydrierzeugung dosiert

Die ISO oder DIN Methoden werden als Referenzmethoden empfohlen

Jede andere gleichwertige Methode kann ebenfalls nach der vorherigen Durchführung eines Genehmigungsverfahrens akzeptiert werden. Dieses Genehmigungsverfahren beruht auf der Verwendung eines ebenfalls genehmigten Referenzwerkstoffs

Im Falle einer bedeutenden Disparität zwischen den Ergebnissen gelten die ISO oder DIN Methoden als Referenzmethoden

Die Ergebnisse werden in Milligramm pro Kilogramm Trockensubstanz ausgedrückt

Für die Bestimmung der Trockensubstanz beziehe man sich auf die DIN-Norm 38 414 - S2

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klarschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungscentren für Fäkalien aus 1 aufgruben zugefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 1995

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G. LUTJEN

Anhang 3 — Analysenschem der Schlamm

Analysenschein Nr.

A. Angaben über das zugelassene Labor

- Zulassungsdatum:
- Bezeichnung:
- Anschrift:
- Postleitzahl:
- Ort:
- Name der zuständigen Person:
- Fernruf:
- Fax:

B. Angaben zum Erzeuger der Schlamm

- Kenn-Nummer des Erzeugers:
- Bezeichnung:
- Anschrift:
- Postleitzahl:
- Ort:
- Fernruf:
- Zuständige Person für die Schlammherzeugung:
- Fernruf:

C. Ort der Schlammherzeugung

- Bezeichnung:
- Anschrift:
- Postleitzahl:
- Ort:
- Fernruf:
- Typ des Klärverfahrens:
- Städtische Kläranlage:
- Industrielles Klärverfahren: Tätigkeitsbereich:

D. Eigenschaften der Schlamm

- Abwasseranbereitung (Typ des Aufbereitungsverfahrens):
- Schlammbehandlung:
- Physischer Zustand der erzeugten Schlamm: fest — flüssig — breig:
- Datum der Schlammprobenentnahme:
- Nr. der Schlammprobe:
- Datum der Analyse:

E. Ergebnisse der Analyse der Schlammprobe Nr.

Parameter	Einheiten	Ergebnisse
pH-Wert (Wasser)		
Neutralisierender Wert		
Trockensubstanz	% (1)	
Org. St.	% (1)	
Gesamtstickstoff	% (1)	
Ammoniumstickstoff	% (1)	
P205	% (1)	
K2O	% (1)	
MgO	% (1)	
Schwermetalle		
Cd	mg/kg TS	
Cu	mg/kg TS	
Ni	mg/kg TS	
Pb	mg/kg TS	
Zn	mg/kg TS	
Hg	mg/kg TS	
Cr	mg/kg TS	

(1) in % der Masse des brutto Produktes

Geschehen am Unterschrift des Erzeugers	Geschehen am Unterschrift des Agronomen	Geschehen zu Am Unterschrift der zuständigen Person des zugelassenen Labors
--	--	--

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungscentren für Fäkalien aus Faulgräben zugelugt zu werden.
Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G. LUYCKEN

Anhang 4 — Begleitdokumente

TEIL A

Begleitdokument Nr

DA/A /

Datum, an dem der Teil A aufgestellt worden ist

A. ERZEUGER:

Kenn-Nummer des Erzeugers:
Anschrift:
Postleitzahl:
Ort:
Fernruf:
Zuständige Person für die Erzeugung der Schlämme:
Fernruf:

B. ORT DER SCHLÄMMERZEUGUNG:

Bezeichnung:
Anschrift:
Postleitzahl:
Ort:
Fernruf:

Typ des Klärverfahrens:
— Städtische Kläranlage:
— Industrielles Klärverfahren. Tätigkeitsbereich:

C EIGENSCHAFTEN DER SCHLAMME:

- Abwasseraufbereitung (Typ des Aufbereitungsverfahrens)
- Schlammbehandlung:
- Physischer Zustand der erzeugten Schlamm: fest — flüssig — breig
Trockener Zustand
- Masse der erzeugten Schlamm
jährlich (T)
- Schlamm-Analysen
Aufgrund der Analysen ermittelte Durchschnittswerte

Nr.	B/L:		
Datum			

Analytierte Produkte	Durchschnittswerte
pH-Wert (Wasser) C/N Verhältnis (1) Neutralisierender Wert	(1) fakultativ
Trockensubstanz Organische Stoffe Gesamtstickstoff Ammoniumstickstoff P205 (2) MgO (2) K2O (3)	m % der Masse des brutto Produktes (2) in Mineralsäuren löslich (3) in Wasser löslich

Schwermetalle

Schwermetalle	Durchschnittswert Trockensubstanz in mg/kg
Cd	
Cu	
Ni	
Pb	
Zn	
Hg	
Cr	

— Maximale Mengen der als Düngemittel ausbringbaren Schlammte aufgrund des "Schwermetalle" Kriteriums

— auf Wiesen

P1 max =

— auf Kulturboden und andere Verwendungen

P2 max =

Wichtige Bemerkung: die auszubringenden Mengen müssen aufgrund des Nahrungsbedarfs der Pflanzen durch einen Agronomingenieur bestimmt werden

Ich erkläre auf Ehrenwort, daß die vorliegenden Angaben der Wahrheit entsprechen
Datum und Unterschrift des Erzeugers

Datum und Unterschrift
des Empfängers

Ersetzt den am / / erstellten Begleitschein Nr
Verfalldatum des vorliegenden Teils A

spätestens am
(1)

(1) 1 Jahr nach dem Aufstellen des vorgen. Teils A bezüglich derselben Schlammtezeugungseinheit

TEIL B

Begleitdokument Nr
DA/W /

— Erzeuger Kenn-Nummer

Eigenschaften der erzeugten Schlammte Siehe

DA/W /

— Empfänger

— Kenn-Nummer

— Name

— Anschrift

— Fernruf

— Lieferung

— Ort der Lieferung

— Lieferdatum

— Gelieferte Menge

— Endbestimmung

- Ausbringen:
 - Ortsbestimmung der Parzelle:
 - Ausbringort:
 - Katasterbezeichnung:
 - Kenn-Nummer der Parzelle:
 - Oberfläche:
 - Ausbringdatum:
 - Kulturtyp:
 - Verwendete Dosis (Tonnen/ha):
 - Sonstiges:
 - Bezeichnung:
 - Ortsbestimmung:
- Maximale Mengen der als Düngemittel ausbringbaren Schlämme aufgrund des "Schwermetalle" Kriteriums (Wiederholung des Teils A)

— auf Wiesen:

P1 max. =

— auf Kulturboden und andere Verwendungen:

P2 max. =

Wichtige Bemerkung:	die auszubringenden Mengen müssen aufgrund des Nahrungsbedarfs der Pflanzen durch einen Agronomen bestimmt werden
---------------------	---

<p>Ich erkläre auf Ehrenwort, daß die vorliegenden Angaben der Wahrheit entsprechen.</p> <p>Datum und Unterschrift des Erzeugers.</p>	<p>Ich erkläre auf Ehrenwort, daß ich dem oben erwähnten Empfänger an...../..... eine Schlammmenge von Tonnen an dem oben angeführten Ausbringort geliefert habe.</p> <p>Datum und Unterschrift des Spekteurs.</p>
---	--

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang 5. — Bodenanalytenschein

Analytenschein Nr.

. Angaben über das zugelassene Labor

- Zulassungsdatum:
- Bezeichnung:
- Anschrift:
- Postleitzahl:
- Ort:
- Name der zuständigen Person:
- Fernruf:
- Fax:

. Angaben zum Empfänger

- Kundennummer:
- Empfänger-Kenn-Nummer:
- Name — Vorname:
- Anschrift:
- Postleitzahl:
- Ort:
- Fernruf:

Angaben über die Parzelle

- Kenn-Nummer der Parzelle:
- Ortsbestimmung:

- Oberfläche, auf der Schlamm ausgebracht werden kann:

S = 11a

- Datum der Bodenprobentnahme:
- Bodenprobennummer:
- Datum der Analyse:
- Nr. des Analytenscheins:

. Ergebnisse der Analyse der Bodenprobe Nr.

Stoff	Einheiten	Durch Analyse bestimmte Parameter	Vorschriftsmäßige Bedingungen für das Ausbringen
pH-Wert (Wasser)	—		≥ 6
Cd	mg/kg TS		≤ 2
Cu	mg/kg TS		≤ 50
Ni	mg/kg TS		≤ 100
Pb	mg/kg TS		≤ 200
Zn	mg/kg TS		≤ 1
Hg	mg/kg TS		≤ 100
Cr			

TS = Trockensubstanz

Gesehen am
Unterschrift des Empfängers

Gesehen am
Unterschrift des Agronomen

Gesehen zu
Am
Unterschrift der zuständigen
Person des zugelassenen Labors

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden.
Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
Anhang 6. — Zusammenfassender Parzellenzettel

A. Empfänger (Betreiber der Parzelle)

— Empfänger Nr.:

— Name — Vorname:

— Anschrift:

— Fernruf:

B. Parzelle

— Kenn-Nummer:

— Ortsbestimmung:

— Katasterbezeichnungen:

— Oberfläche, auf der Schlamm ausgebracht werden kann:

Wenn die Oberfläche > 5 Ha: Datum und Referenz der Abweichung:

gemäß Artikel 15, § 4°

C. Bezeichnung der zugelassenen Laboratorien für die Boden-Analysen:

D. Bodenanalysen

Kenn-Nummer der Parzelle:										
Analysen der Bodenproben			pH-Wert (Wasser)	Gehalt an Trockensubstanz in mg/kg						
Datum	Analysenschein Nr.	Zugelassene Labors		Cd	Cu	Ni	Pb	Zn	Hg	Cr
			≥ 6	Für das Ausbringen maximal zugelassene Gehalte						
				2	50	50	100	200	1	100

E. Nachprüfung der Ausbringfähigkeiten

Kenn-Nummer der Parzelle:												
Nummer des Erzeugers	Liefer- datum	Gelieferte Mengen			Ausbring datum	Ausgebrachte Mengen		Empfoh- lene Mengen nach der agrono- mischen Planung	Maximal zulässige ausbringbare Menge Wiesen P1 max Sonstige P2 max			Kulturtyp nach dem Ausbringen
		T	N°	DAA/ /		T	Brutto- schlamm		TTS/Ha	TTS/Ha	TTS/Ha	

Ich erkläre auf Ehrenwort, daß die vorliegenden Auskünfte der Wahrheit entsprechen und vollständig sind

Der (die) Agronom(en)
Datum und Unterschrift(en)

Der Empfänger
Datum und Unterschrift

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft.

G LUTGEN

Anhang 7. — Jährliche zusammenfassende Tabelle der Schlämme

Jahr		Erzeuger: Kläranlage	Kenn-Nummer:			
Parameter	Analyse Nr. (2)					
	Zugelassene Labors					
	Datum Einheiten					
pH-Wert (Wasser) Neutralisierender Wert						
TS	% (1)					
O.S.	% (1)					
Gesamtstickstoff	% (1)					
Ammoniumstickstoff	% (1)					
P205	% (1)					
K20	% (1)					
MgO	% (1)					
Schwermetalle	mg/kg TS					
Cd	mg/kg TS					
Cu	mg/kg TS					
Ni	mg/kg TS					
Pb	mg/kg TS					
Zn	mg/kg TS					
Hg	mg/kg TS					
Cr	mg/kg TS					

(1) in % der brutto Produktmasse.

(2) Analysennummer: B + Jahr + Nummer im Jahr/Beispiel: B/92/03/Schlamm-analyse Nr. 3 im Jahre 1992.

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anhang 9. — Jährliche auflistung der Empfänger

Jahr:	Erzeuger	— Bezeichnung:
		— Kenn-Nummer:

EMPFÄNGER				
Ref. Nr. des Empfängers	Name — Vorname des Empfängers	Anschrift	Fernruf	Gelieferte Gesamtmenge (1)

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden.
 Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anhang 10. — Jährliche zusammenfassende Tabelle der Bodenanalysscheine

Jahr:	Erzeuger:
	Kenn-Nummer:

Kenn-Nummer des Empfängers	Kenn-Nummer der Parzellen	Bodeneigenschaften			Analysierte Parameter								
		Letzte ausgeführte Bodenanalysen			pH-Wert (Wasser)	Gehalte in mg/kg Trockensubstanz							
		Datum	Schein Nr.	Zugelassene Labors		Cd	Cu	Ni	Pb	Zn	Hg	Cr	

Ich erkläre auf Ehrenwort, daß die vorliegenden Auskünfte der Wahrheit entsprechen und vollständig sind

Der Erzeuger Datum und Unterschrift
--

Der Agronom Datum und Unterschrift

Der Empfänger Datum und Unterschrift

Gesehen um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 1995 zur Regelung der Verwendung auf oder in den Böden von Klärschlamm oder Schlamm aus Aufbereitungszentren für Fäkalien aus Faulgruben zugefügt zu werden.

Namur, den 12. Januar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 907

[C — WIN — 27162]

12 JANUARI 1995. — Besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiverings-slib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten

De Waalse Regering.

Gelet op Richtlijn 86/278/EEG van de Raad van 12 juni 1986 betreffende de bescherming van het milieu, in het bijzonder de bodem, bij het gebruik van zuiverings-slib in de landbouw;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten van 9 april 1987, 30 juni 1988, 4 en 25 juli 1991 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof van 5 april 1990, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, gewijzigd bij de decreten van 30 april 1990 en 23 juni 1994 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof van 25 februari 1988, inzonderheid op de artikelen 40 en 46;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op het advies van de federale Minister van Landbouw, gegeven op 2 mei 1994;

Gelet op de adviezen van de Afvalcommissie, gegeven op 12 oktober 1992 en 16 juni 1994;

Gelet op de adviezen van de Watercommissie, gegeven op 4 juni 1992 en 15 december 1994;

Gelet op de adviezen van de Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen, gegeven op 24 september 1993 en 4 januari 1995;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak onverwijld reglementaire maatregelen te nemen voor het gebruik van slib afkomstig van zuiveringsinstallaties of -centra voor slijk uit septische putten voortvloeit uit de verplichting tot aanpassing aan voornoemde Richtlijn 86/278/EEG waarvan de omzettingstermijn verstreken is sinds 17 juni 1989;

Overwegende inderdaad dat het Gerechtshof van de Europese Gemeenschappen in zijn arrest van 3 mei 1994 heeft vastgesteld dat het Koninkrijk België, door Richtlijn 86/278/EEG niet om te zetten, de krachtens het Verdrag van de Economische Europese Gemeenschap opgelegde verplichtingen heeft verzuimd;

Overwegende dat de Raad van State, in zijn advies L. 22 574/9 van 29 november 1993 over een vorige versie van dit besluit, heeft geoordeeld dat dit besluit "kan steunen zowel op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling en het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkbaar water verwerkbaar water als op het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen";

Overwegende overigens dat de Raad van State, in zijn adviezen L. 22 564/8 en L. 22 565/8 van 8 februari 1994, heeft geoordeeld dat de omzetting van Richtlijn 86/278/EEG inhoudt dat alleen de Gewesten milieuhygiënische normen ivm afvalstoffen aannemen en dus niet inhoudt dat de federale regering produktnormen aannemt;

Overwegende dat slib als een bodemverbeterend middel kan worden beschouwd dat plantenproductie gunstig kan beïnvloeden en dat het gerechtvaardigd is toepassing ervan in de landbouw aan te moedigen mits bepaalde grenswaarden voor de concentratie van zware metalen in het slib en in de bodem niet worden overschreden en het correcte gebruik ervan is gewaarborgd;

Overwegende dat gebruiksnormen ingevoerd worden enerzijds om bodem, water en vegetatie te beschermen en anderzijds om de mogelijkheden inzake toepassing te vermenigvuldigen door slibhomogenisering en door een conformiteitscontrole op de produktie ervan;

Overwegende dat slibverspreiding op de bodem ten bate van de landbouw of de ecologie een handeling van nuttige toepassing van afvalstoffen is, waarbij het verspreide slib echter niet langer als afval kan worden beschouwd;

Overwegende dat verspreidingsactiviteiten niet aan vergunning moeten worden onderworpen aangezien zij het gebruik van een installatie niet vorderen en dat de specificiteit ervan bestaat in de omzetting van afvalstoffen in meststoffen;

Overwegende dat deze omzetting slechts effectief is als voldaan wordt aan alle voorschriften van dit besluit;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw van het Waalse Gewest.

Besluit

HOOFDSTUK I — Algemene beginsels

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder

1° slib — zuiverings-slib afkomstig van zuiveringsinstallaties voor huishoudelijk afvalwater, van zuiveringsprocessen voor industrieel afvalwater of van behandelingscentra voor slijk uit septische putten;

2° gebruik — slibverspreiding op de bodem of elke andere toepassing van slib op of in de bodem;

3° producent — elke uitbater van een station of een prive- of openbare zuiveringsinstallatie of van een behandelingscentrum voor slijk uit septische putten die, door zijn activiteit, slib produceert;

4° Bestuur — Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° ontvanger — elke persoon die het slib doelgericht gebruikt

Art. 2. § 1. Slib mag slechts op of in de bodem gebruikt worden als de volgende voorwaarden zijn vervuld

1° het slib is niet gevaarlijk en niet giftig, heeft concentraties die lager zijn dan de in bijlage 1 A bedoelde grenswaarden voor de concentratie van zware metalen en heeft een pH-waarde (water) die boven 6 ligt.

2° de bodems hebben concentraties die lager zijn dan de in bijlage 1 B bedoelde grenswaarden voor de concentratie van zware metalen en hebben een pH-waarde (water) die boven 6 ligt.

3° de verspreide hoeveelheden overschrijden de overeenkomstig bijlage 1 C bepaalde maximale grenzen niet.

§ 2. Elk uit slib gefabriceerd produkt dat zelf bestemd is voor gebruik op of in de bodem, moet voldoen aan de voorschriften betreffende het gebruik van slib op of in de bodem

HOOFDSTUK II — Slib

Art. 3. § 1. Slib is onderworpen aan een gebruiksattest dat op verzoek van de producent door het Bestuur wordt afgegeven

§ 2. De aanvraag om gebruiksattest wordt bij aangetekende brief bij het Bestuur ingediend en omvat

— de identiteit van de slibproducerende sector en de overeenstemmende afvalcode;

— een nota met een beschrijving van de technieken voor slibproductie;

— de lijst van de tijdens het proces gebruikte produkten, stoffen of substanties die in het slib kunnen voorkomen;

— een algemene fysisch-chemische en biologische analyse van het slib, verricht in een door het Waalse Gewest erkend laboratorium;

— een rapport over de agronomische waarde van het slib

Bij slibinvoer bestaan twee mogelijkheden :

1° als het slib uit een ander Belgisch Gewest wordt ingevoerd, wordt bij de aanvraag het verzoek om afwijking gevoegd waarvan sprake in artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutie van 19 maart 1987 betreffende het storten van sommige afvalstoffen in het Waalse Gewest.

2° als het slib uit een andere Staat wordt ingevoerd, wordt bij de aanvraag de kennisgeving gevoegd waarvan sprake in de artikelen 6 en 22 van Verordening (EEG) nr. 259/93 van 1 februari 1993 betreffende toezicht en controle op de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 genomen krachtens voornoemde Verordening

§ 3. Binnen 30 dagen na indiening van de aanvraag gaat het Bestuur na of het dossier volledig is en laat de aanvrager weten of de aanvraag al dan niet ontvankelijk is. Binnen dezelfde termijn kan het Bestuur alle bijkomende informatie en documenten inwinnen op grond waarvan de kenmerken van het slib kunnen worden vastgesteld. Het Bestuur weigert of verleent het gebruiksattest binnen 3 maanden na kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag

§ 4. Het gebruiksattest kan voorzien zijn van bijzondere voorwaarden voor de bescherming van bodem, water, planten en mens en leefmilieu in het algemeen. In het gebruiksattest wordt de termijn aangegeven waarvoor het toegekend is

§ 5. Elke wijziging van de in § 2 bedoelde informatie moet onverwijld aan het Bestuur meegedeeld worden

§ 6. Het attest kan door het Bestuur opgeschort of ingetrokken worden wanneer de bij dit besluit of het gebruiksattest bepaalde gebruiksvoorwaarden of de in § 5 bedoelde verplichting niet in acht worden genomen

Art. 4. § 1. Slib wordt overeenkomstig de bepalingen van bijlage 2 geanalyseerd. De analyses worden in een door het Waalse Gewest erkend laboratorium verricht en de resultaten in een verslag vermeld waarvan het model in bijlage 3 voorkomt.

§ 2. Voor elk slibmonster wordt een analyse van de volgende parameters gemaakt :

— pH-waarde (water)

— droge stof, organische stoffen, neutraliserende waarde, totale stikstof, als ammonium gebonden stikstof, fosforanhydride, kaliumoxide, magnesiumoxide.

— gehalten aan zware metalen : cadmium, koper, nikkel, lood, zink, kwik, chroom

De resultaten van de analyses van zware metalen worden in mg/kg droge stof uitgedrukt

Art. 5. De ontvangers verstrekken de slibproducenten nuttige inlichtingen over de bestemming van het slib

De slibontvangers moeten voor elk slibgebruik beschikken over een officieel referentienummer dat door het Bestuur wordt afgegeven

Art. 6. § 1. De slibproducent moet ervoor zorgen dat het slib aan de voorschriften van artikel 2, § 1, 1°, voldoet. Hij verschafft de ontvanger de kenmerken van het geproduceerde slib

§ 2. De slibproducent stelt een begeleidingsdocument in tweevoud op waarvan het in bijlage 4 voorkomende model uit twee delen bestaat

Deel A wordt in tweevoud opgesteld en getekend door de producent en de ontvanger voor de eerste sliblevering en bij elke belangrijke wijziging van één of meer inlichtingen die erin vermeld staan, en minstens één keer per jaar. De producent en de ontvanger bewaren ieder een exemplaar

Deel B moet elke sliblevering begeleiden waarop het betrekking heeft. Onder levering wordt verstaan de levering van een partij slib dat op hetzelfde perceel wordt gebruikt

Deel B wordt in tweevoud getekend door de vervoerder en de ontvanger die één exemplaar aan de producent terugstuurt en het andere bewaart

Deze documenten worden minstens 12 jaar door de producent en de ontvanger bewaard

HOOFDSTUK III — De bodem

Art. 7. § 1. De bodem waarop of waarin slib zal worden gebruikt, moet overeenkomstig de bepalingen van bijlage 2, eerst geanalyseerd worden

De bodem wordt minstens om de tien jaar geanalyseerd

De analyses worden in een door het Waalse Gewest erkend laboratorium verricht en de resultaten in een verslag vermeld waarvan het model in bijlage 5 voorkomt

§ 2. Voor elk representatief eindmonster van het te onderzoeken bodemperceel wordt een analyse van de volgende parameters verricht :

- pH-waarde (water)
 - gehalten aan cadmium, koper, nikkel, lood, zink, kwik, chroom
- De resultaten van de analyses van zware metalen worden in mg/kg droge stof uitgedrukt.

Art. 8. § 1. Het slibgebruik mag in geen enkel geval de overschrijding van één of meer in bijlage 1/B bedoelde grenswaarden voor de concentratie van zware metalen in de bodem als gevolg hebben, gelet op het aandeel zware metalen van het slib en op het aandeel zware metalen van andere reeds verspreide of te verspreiden stoffen of produkten.

§ 2. Daartoe stelt de ontvanger een verspreidingsplan op of laat hij het opstellen. Dit plan houdt rekening met :

- de informatie over de kenmerken van het slib, de bodem of de bebouwingsantecedenten;
- de behoeften aan voedingselementen van de bebouwde landen in functie van de bebouwingsantecedenten;
- de stikstof en de fosfor bevat in het slib;
- de slibverspreidingsdosis;
- de aanvullende bemesting van minerale of eender welke andere aard;
- de inbreng van andere verspreide of te verspreiden stoffen of produkten.

Het verspreidingsplan wordt geïnciseerd door een landbouwkundig ingenieur of door een industrieel ingenieur gespecialiseerd in landbouwkunde.

§ 3. Een perceelsgewijze samenvattende fiche waarvan het model in bijlage 6 voorkomt, wordt na elke verspreiding door de ontvanger ingevuld. De fiche wordt geïnciseerd door de landbouwkundig ingenieur bedoeld in § 2 hierboven en bewaard door de ontvanger.

Art. 9. § 1. Onverminderd andere wettelijke of reglementaire bepalingen is slibgebruik o.a. verboden :

1° op weideland of velden als tussen het gebruik en het beweiden en de oogst een termijn van zes weken niet in acht wordt genomen;

2° gedurende een periode van 10 maanden voorafgaande aan de oogst, op bodems bestemd voor de teelt van groenten of vruchten die normaliter in rechtstreeks contact met de bodem staan en die normaliter rauw worden geconsumeerd.

3° op proent- en fruitaanplant, met uitzondering van fruitbomen voor zover het gebruik na de oogst en vóór de volgende bloei plaatsvindt;

4° op bosgronden;

5° in de natuurreservaten opgericht of erkend krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, in de vochtige gebieden bepaald krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van de vochtige gebieden met een biologisch belang, in de natuurgebieden en in de natuurgebieden met een wetenschappelijk belang in de zin van artikel 178 van het "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" (Waal's Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium).

6° op minder dan 10 meter van :

- putten en boringen;
- bronnen;
- ondergrondse of halfingegraafde opslaginstallaties of waterleidingen waarin het water door zwaartekracht afvloeit,
- water bestemd voor mensen of dieren of voor de begieting van groenteteelt.
- oevers;
- de kruinen van de oevers van waterlopen en van grachten;
- gebieden die onder water kunnen komen te staan.

7° op sinds meer dan 24 uur voortdurend bevroren bodems.

§ 2. Bij slibgebruik moet de ontvanger :

1° behalve op weiden en weidelanden, de technieken toepassen die noodzakelijk zijn voor

— ofwel slibtoevoeging in de bodem binnen 24 uur als het slib het voorwerp is geweest van een biologische, chemische of thermische behandeling door opslag op lange termijn of door elk ander geschikt procedé waarbij het fermenteerbaar vermogen van het slib en de met het gebruik ervan verbonden hygiënische nadelen aanzienlijk verminderd worden;

— ofwel rechtstreekse inbreng of toevoeging in de bodem als het slib niet het voorwerp is geweest van een biologische, chemische of thermische behandeling door opslag op lange termijn of door elk ander procedé waarbij het fermenteerbaar vermogen van het slib en de met het gebruik ervan verbonden hygiënische nadelen aanzienlijk verminderd worden;

2° zorgen voor een homogene verspreiding van het slib;

3° alle maatregelen treffen om te beletten dat het afvloeiende water, o.a. omwille van de helling van het terrein, de beschermde plaatsen of milieus bereikt en een oorzaak van vervuiling wordt;

4° ervoor zorgen dat het absorptievermogen van de bodem niet overschreden wordt.

Dit vermogen wordt als overschreden beschouwd als het verspreide slib meer dan 24 uur stagneert of als het uit het verspreidingsgebied komende slib afvloeit.

Art. 10. Het is verboden slib tijdelijk op te slaan op minder dan 200 meter van woningen, behalve voorafgaand schriftelijk akkoord van de bewoners.

Het Bestuur mag de verplaatsing van het opgeslagen slib eisen of de maatregelen opleggen die het nuttig acht om vervuiling te voorkomen en de bevolking en het milieu te beschermen tegen eventuele hinder die de tijdelijke slibopslag zou kunnen veroorzaken.

HOOFDSTUK IV — Het bijhouden van registers

Art. 11. § 1. De producent van in het Waalse Gewest gebruikt slib moet een register bijhouden waarin volgende gegevens vermeld staan :

1° kenmerken van het slib;

2° hoeveelheden geproduceerd slib en bestemmingen.

3° slibontvangers;

4° kenmerken van de bodem.

In het register wordt verwezen naar de volgende documenten die in de bijlage ervan voorkomen :

- de in artikel 4 bedoelde verslagen van de slibanalyse;
- de in bijlage 7 bedoelde jaarlijkse samenvattende tabellen van de verslagen van de slibanalyse;
- de in bijlage 6, § 2, bedoelde begeleidingsdocumenten betreffende het slib;
- de in bijlage 8 bedoelde samenvattende tabellen van de verslagen van de slibanalyse;
- het in bijlage 9 bedoelde jaarregister van de slibontvangers;
- de in artikel 7 bedoelde verslagen van de bodemanalyse;
- de in artikel 8, § 3, bedoelde perceelsgewijze samenvattende fiches;
- de in bijlage 10 bedoelde jaarlijkse samenvattende tabellen van de verslagen van de bodemanalyse.

§ 2. De slibontvanger houdt een register bij waarin wordt verwezen naar de in artikel 7 bedoelde verslagen van de bodemanalyse en naar de in artikel 8, § 3, bedoelde perceelsgewijze samenvattende fiches, welke als bijlagen bij het register zijn gevoegd.

Art. 12. § 1. De bevoegde ambtenaren van het Bestuur moeten op de plaats van de slibproductie steeds toegang hebben tot het register en zijn bijlagen. Ze kunnen een kopie van het producentenregister of van een deel ervan eisen. Als het slib niet in het Waalse Gewest wordt geproduceerd, dient de slibproducent het Bestuur het register en zijn bijlagen te bezorgen als het erom verzoekt.

§ 2. De slibproducent bezorgt het Bestuur uiterlijk op 31 maart van het volgende jaar een samenvattend jaarverslag over de bestemming, de evolutie van de slib- en bodemkwaliteit en over de ondervonden moeilijkheden. Bij dit samenvattend verslag worden de volgende documenten gevoegd :

- de jaarlijkse samenvattende tabel betreffende het slib (bijlage 7);
- de jaarlijkse samenvattende tabel van de begeleidingsdocumenten betreffende het slib (bijlage 8);
- het jaarregister van de ontvangers (bijlage 9);
- de perceelsgewijze samenvattende fiches (bijlage 6);
- de verslagen van de bodemanalyse (bijlage 5);
- de jaarlijkse samenvattende tabel van de bodemanalyse (bijlage 10)

§ 3. De producent en de ontvanger bezorgen het Bestuur alle inlichtingen of aanvullende gegevens die het nuttig acht.

§ 4. De presentatie- en overbrengingsmodaliteiten van de informatie en de documenten kunnen bij ministeriele omzendbrief bepaald worden.

Art. 13. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 januari 1995

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw

G. LUTGEN

Bijlage 11. — Maximale gehalten aan zware metalen in het slib

Elementen	Gehalten aan zware metalen in mg/kg droge stoffen
	10
Cadmium (Cd)	600
Koper (Cu)	100
Nikkel (Ni)	500
Lood (Pb)	2.000
Zink (Zn)	10
Kwik (Hg)	500
Chroom (Cr)	

Gelien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten.

Namen, 12 januari 1995

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme.

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.

G. LUTGEN

Bijlage 1B. — Maximale gehalten aan zware metalen in de bodem

Elementen	Gehalten aan zware metalen in mg/kg droge stoffen
Cadmium (Cd)	2
Koper (Cu)	50
Nikkel (Ni)	50
Lood (Pb)	100
Zink (Zn)	200
Kwik (Hg)	1
Chroom (Cr)	100

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten

Namen, 12 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme.

R. COLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke hulpbronnen en Landbouw.

G. LUTGEN

Bijlage 1C. — Maximale slibhoeveelheden die op of in de bodem kunnen worden gebruikt

De maximale slibhoeveelheden, uitgedrukt in ton droge stoffen per ha over een periode van drie jaar, die op of in de bodem kunnen worden gebruikt, worden op grond van de gehalten aan zware metalen in het slib als volgt bepaald

$$P_{\max} = P \times K$$

Parameter P

— Voor het gebruik op weiland: P = 3 ton

— Voor het gebruik op bebouwde gronden of voor andere gebruiken: P = 6 ton

Parameter K

$$K_i = \frac{\text{referentiegehalte}}{\text{door analyse bepaald zuiveringsshbgehalte}}$$

K_{min} = het kleinste van de k_i

K = K_{min} als K_{min} < 2

K = 2 als K_{min} ≥ 2

Beschrijving van de K_i-waarden

1° De maximale verspreidbare slibhoeveelheden die nog niet op of in de bodem zijn gebruikt of tijdelijk ongeschikt voor het gebruik worden geacht, worden bepaald op grond van de resultaten van twee achtereenvolgende ontvankelijke analyses verricht volgens de bepalingen van bijlage 3, met een tussentijd van minstens een maand voor zuiveringsinstallaties van minder dan 100 000 EH en 15 dagen voor zuiveringsinstallaties van meer dan 100 000 EH

(EH = elke biologisch afbreekbare organische stof met een DBO5 van 60g O2 per dag)

2° De maximale verspreidbare slibhoeveelheden die reeds op of in de bodem zijn gebruikt, worden bepaald op grond van de resultaten van de twee laatste ontvankelijke analyses verricht volgens de bepalingen van bijlage 3

De voor een analyse in aanmerking te nemen datum moet overeenstemmen met de datum van slibbemonstering voor de samenstelling van het te analyseren monster

3° a) Wijzen beide analyseverslagen op gehalten die lager zijn dan de voor de zware metalen erkende referentiegehalten, dan wordt het slib geschikt geacht voor nuttige toepassing. De gemiddelden van elke parameter worden berekend en dienen voor de bepaling van de K_i-waarden

b) Wijst een van beide verslagen op gehalten die hoger zijn dan de referentiegehalten, dan wordt onmiddellijk een derde monster genomen en geanalyseerd

— Als de gehalten van het derde monster lager zijn dan de aanvaardbaar geachte referentiegehalten, wordt het slib geschikt geacht voor nuttige toepassing. Voor de bepaling van de K_i-waarden worden de gemiddelden van de gehalten van de drie verslagen gebruikt

In het tegenovergestelde geval wordt het slib niet geschikt geacht voor nuttige toepassing. Opdat slib opnieuw op of in de bodem zou kunnen worden gebruikt, dienen de in punt 1 hierboven bedoelde bepalingen in acht te worden genomen.

Zware metalen	Analyses (mg/kg)				Referentie- gehalten (mg/kg)	KI = $\frac{R}{M}$
	Resultaten / Gemiddelden					
	1	2	3	M		
Data					R	
Cd					10	
Cu					600	
Ni					100	
Pb					500	
Zn					2 500	
Hg					10	
Cr					500	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiverings-slib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten

Namen, 12 januari 1995

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke hulpbronnen en Landbouw

G. LUTGEN

Bijlage 2 — Analysemethoden voor slib en bodem

1. Slibbemonstering

Een representatief eindmonster van minimum 1000 g wordt verkregen na reductie van een gehomogeniseerd globaal monster.

— Als de opgeslagen slibmassa minder dan 5 ton weegt, wordt het globale monster verkregen door minstens twee bemonsteringen van circa 1000 g of ml.

— Als de opgeslagen slibmassa meer dan 5 ton weegt, wordt het globale monster van minimum 4 kg verkregen door elementaire bemonsteringen van massa's die ongeveer gelijk zijn, op grond van minstens een bemonstering per 5 ton slib.

— Als het opgeslagen slib vloeibaar is, wordt het globale monster verkregen door minimum 5 bemonsteringen van 1000 ml verricht na homogenisering van de opslagsilo.

Het aantal bemonsteringen wordt aangepast ten einde een eindmonster te verkrijgen dat representatief is voor de te kenmerken partij slib.

De voor de bemonsteringen bestemde apparatuur moet bestaan uit materialen die de te bemonsteren producten niet besmetten.

2. Bodembemonstering

Een representatief eindmonster van minimum 500g wordt verkregen na reductie van een gehomogeniseerd globaal monster. Het globale monster waarvan de massa minstens 2 kg moet wegen, wordt verkregen door vermenging van 25 bodemonsters waarvan de massa's ongeveer gelijk zijn en die willekeurig zijn bemonsterd op een homogeen geëxploiteerd perceel van maximum 5 ha.

Naar gelang van de bijzondere voorwaarden voor de niet homogene exploitatie en van de beschikbare wetenschappelijke gegevens over de kenmerken of de heterogeniteit van de bodem mag de verantwoordelijke ambtenaar van het Bestuur deze maximumoppervlakte verkleinen of aanvullende analyses ten laste van de gebruiker laten uitvoeren.

Als de gebruiker echter kan bewijzen dat een grotere oppervlakte dezelfde bodemhomogeniteit vertoont en het voorwerp is van identieke landbouwpraktijken, kan de verantwoordelijke ambtenaar van het Bestuur bodembemonstering toelaten op een oppervlakte van meer dan 5 ha en van minder dan 35 ha. Het aantal bodemonsters mag in dat geval niet minder dan 2 per ha bedragen.

De afzonderlijke monsters moeten worden genomen op een diepte van 25 cm, behalve indien de diepte van de ploeglaag geringer is, doch zonder dat de bemonsteringsdiepte in dat geval minder dan 10 cm bedraagt.

3 Frequentie van de slibanalyses

De slibanalyses moeten regelmatig en minstens volgens de in de volgende tabel vermelde frequenties verricht worden.

Theoretische capaciteit van de zuiveringsinstallatie E/H	Minimum aantal jaarlijks te verrichten analyses	Duur tussen twee achtereenvolgende ontvankelijke analyses (1)	
		minimum	maximum
$SE \leq 5.000$ E/H	1	6 maanden	1 jaar
$5.000 < SE \leq 10.000$ E/H	2	4 maanden	6 maanden
$10.000 < SE \leq 50.000$ E/H	3	3 maanden	4 maanden
$50.000 < SE \leq 100.000$ E/H	6	1 maand	2 maanden
$SE > 100.000$ E/H	12	15 dagen	1 maand

(1) --- Behalve door het bestuur behoorlijk gerechtvaardigde afwijking.

--- Een analyse is ontvankelijk als ze rekening houdt met de bemonsteringsmodaliteiten, de handelwijzen en de in dit besluit bepaalde referentiegehalten.

Aanvullende analyses zijn noodzakelijk als de samenstelling van het afvalwater dat de zuiveringsinstallatie binnenstroomt, of de werking van de zuiveringsinstallatie een wijziging ondergaat die de slibkenmerken aanzienlijk kan beïnvloeden.

Het Bestuur kan de producent verplichten tot het verrichten van aanvullende analyses om de kenmerken van het verspreidbare slib beter te omlijnen.

4. Behandeling van de monsters en analysemethoden voor slib en bodem

Naast de in deze afvalstoffen gewoonlijk voorgeschreven bepalingen zijn de volgende maatregelen van toepassing.

A. Methode voor de bepaling van de pH-waarde (water)

1. Principe

Een gedroogd en gemalen proefmonster wordt in het water gesuspenderd. De pH wordt potentiometrisch vastgesteld.

2. Reagentia

Buffer-standaardoplossingen

Twee buffer-standaardoplossingen, gekozen onder degene die gewoonlijk gebruikt worden, zijn noodzakelijk voor de rking van de pH-meter.

Elke pH-waarden moeten, indien mogelijk, boven of onder de vermoedelijke waarde van het proefmonster liggen. In het tegenovergestelde geval mag een van beide niet meer dan een pH-eenheid van de vermoedelijke waarde verschillen.

3. Apparatuur

3.1 pH-meter met een systeem voor temperatuurcompensatie en in 0,1 pH-eenheid getraduceerd

3.2 Glazen aanwijzende elektrode

3.3 Referentieelektrode met verzadigd KCl-kalomel

3.4 Gecombineerde elektrode die (3.2) en (3.3) kan vervangen

3.5 Bekerglas met een capaciteit van 100 ml

3.6 Rechthoekige glazen bladen 20 x 30 cm die in de droogstoof kunnen worden gemetrodaceerd

3.7 Op 40 °C regelbare elektrische droogstoof

3.8 Analytische balans

3.9 Breker

3.10 Zeef van 2 mm.

4. Monsterbereiding

100g monster gelijkmatig over een laag van maximum 1cm op het blad (3.6) uitspreiden

5. Handelwijze

Op 0,01g na, 10 g van het gehomogeniseerde monster wegen (3.8)

Het proefmonster in een bekerglas van 100 ml (3.5) introduceren. 50 ml water toevoegen en de suspensie gedurende 30 minuten af en toe schudden.

De pH-meter (3.1) ondertussen volgens de instructies van de bouwter rken door twee standaardoplossingen te gebruiken (2.1)

Na het rken, de elektroden (3.2) en (3.3) of de gecombineerde elektrode met gedistilleerd water spoelen

Na het in suspensie brengen, 1 minuut laten bezinken, de elektroden in de bovendrijvende vloeistof dompelen en de pH-waarde meten

6. Utdrukking van het resultaat

De op de pH-meter vermelde waarde geeft, op 0,1 pH-eenheid na, de pH-waarde aan voor de suspensie droog produkt bij 20 % (m/m) in het water

B. Methode voor de bepaling van zware metalen in slib en bodem

De gehalten aan zware metalen in de bodem worden bepaald overeenkomstig de EEG-bepalingen bedoeld in de beschikking van de commissie van 26 september 1990 tot vaststelling van de referentiemethoden voor het opsporen van residuen van zware metalen en arsenicum (90/515/EEG) en in haar bijlage (zie het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 18 oktober 1990 Nr. L 286/33 tot L 286/39)

Voor andere zware metalen dan kwik geschiedt de ontleding van de monsters door droog verassen en worden de zware metalen door atomaire-absorptiespectrometrie (Vlam-AAS) gedoseerd.

Voor kwik geschiedt de ontleding van de monsters door ontsluiting onder druk met minerale zuren.

Kwik wordt bepaald door atomaire-absorptiespectrometrie in de fase koude damp of door hydridenvorming.

De ISO- of DIN-methoden worden als referentiemethode aangeraden.

Elke andere gelijkwaardige methode wordt eveneens aanvaard na een certificatieprocedure gebaseerd op het gebruik van een referentiemateriaal dat zelf gecertificeerd is.

Als de resultaten duidelijk uiteenlopen, worden de ISO- of DIN-methoden als referentie gebruikt.

De resultaten worden in mg/kg droge stof uitgedrukt.

Voor de bepaling van de droge stof wordt naar de norm DIN 38 414 - S2 verwezen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten.

Namen, 12 januari 1995

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme.

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.

G. LUTGEN

Bijlage 3 — Verslag van de slibanalyse

Analyseverslag nr

A. Gegevens over het erkende laboratorium

- Datum van de erkenning
- Benaming
- Adres
- Postcode
- Plaats
- Naam van de verantwoordelijke
- Telefoon
- Fax

B. Gegevens over de producent

- Referentienummer van de producent
- Benaming
- Adres
- Postcode
- Plaats
- Telefoon
- Verantwoordelijke voor de slibproductie
- Telefoon

C. Productieplaats van het slib

- Benaming
- Adres
- Postcode
- Plaats
- Telefoon
- Type zuiveringsproces
 - stedelijke zuiveringsinstallatie
 - industrieel zuiveringsproces activiteitensector

D. Kenmerken van het slib

- Afvalwaterbehandeling (proces) :
- Slibbehandeling :
- Fysische staat van het geproduceerde slib : vast — vloeibaar — halfvloeibaar
- Datum van de slibmonsterneming :
- Nr. van het slibmonster :
- Datum van de analyse :

E. Resultaten van de analyse van het slibmonster nr

Parameters	Eenheden	Resultaten
pH-waarde (water)		
Neutraliserende waarde		
D.S.	% (1)	
O.S.	% (1)	
Totale stikstof	% (1)	
Als ammonium gebonden stikstof	% (1)	
P205	% (1)	
K2O	% (1)	
MgO	% (1)	
Zware metalen		
Cd	mg/kg D.S.	
Cu	mg/kg D.S.	
Ni	mg/kg D.S.	
Pb	mg/kg D.S.	
Zn	mg/kg D.S.	
Hg	mg/kg D.S.	
Cr	mg/kg D.S.	

(1) : in % van de massa brutoprodukt.

Gezien op Handtekening van de producent	Gezien op Handtekening van de landbouwkundige	Gedaan te Op Handtekening van de verantwoordelijke van het erkende laboratorium
--	--	---

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten.

Namen, 12 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 4. — Begeleidingsdocumenten

DEEL A

Begeleidingsdocument Nr.	DA/AF/J.
--------------------------	----------

Datum waarop deel A is ingevuld

A. PRODUCENT :

Referentienr. van de producent :
 Adres :
 Postcode :
 Plaats :
 Telefoon :
 Verantwoordelijke voor de slibproductie :
 Telefoon :

B. PLAATS VAN DE SLIBPRODUCTIE :

Benaming :
 Adres :
 Postcode :
 Plaats :
 Telefoon :
 — Type zuiveringsproces :
 — stedelijke zuiveringsinstallatie :
 — industrieel zuiveringsproces - activiteitensector :

C. KENMERKEN VAN HET SLIB

— Afvalwaterbehandeling (normaal proces) :
 — Slibbehandeling :
 — Fysische staat van het geproduceerde slib : vast, vloeibaar, halfvloeibaar droogte :
 — Massa jaarlijks geproduceerd slib :

(F)

— Slibanalyses :
 Gemiddelde waarden bepaald op grond van de analyses

Nr.	B/L/L.		
Datum			

Geanalyseerde produkten	Gemiddelde waarden
pH-waarde (water) Verhouding C/N (1) Neutraliserende waarde	

(1) facultatief

Droge stof Organische stoffen Totale stikstof Als ammonium gebonden stikstof P2O5 (2) MgO (2) K2O (3)	
---	--

in % van de massa
 brutoprodukt
 (2) in minerale zuren oplosbaar
 (3) in water oplosbaar

Zware metalen

Zware metalen	Gemiddelde waarde mg/kg droge stof
Cd	
Cu	
Ni	
Pb	
Zn	
Hg	
Cr	

— Maximale verspreidbare hoeveelheden van bemestend slib vastgesteld op basis van het criterium "Zware metalen"

— op weidelanden :

P1 max. =

— op bebouwde landen en andere gebruiken :

P2 max. =

Belangrijke opmerking : De te verspreiden hoeveelheden dienen door een landbouwkundig ingenieur op grond van de voedingsbehoeften van de planten te worden vastgesteld.

Ik bevestig op mijn erewoord dat de hierboven vermelde inlichtingen juist zijn. Datum en handtekening van de producent

Datum en handtekening van de ontvanger

Vervangt de DA/A/.../... opgemaakt op .../.../... Vervaldatum van deel A
Uiterlijk op (1)

(1) Eén jaar na de opstelling van het vorige deel A betreffende dezelfde eenheid slibproductie

DEEL B

Begeleidingsdocument Nr.
DA/BI/...

— Producent : Referentienr

Kenmerken van het geproduceerde slib : zie

DA/BI/...

— Ontvanger

— Referentienr. :

— Naam :

— Adres :

— Telefoon :

— Levering :

— Leveringsplaats :

— Leveringsdatum :

— Geleverde hoeveelheid :

— Eindbestemming :

— Verspreiding :

— Lokalisatie van het perceel :

— Verspreidingsplaats :

— Kadastrale aanwijzing :

— Referentienr. van het perceel :

— Oppervlakte :

— Verspreidingsdatum :

— Type teelt :

— Toegepaste dosis (Ton/ha) :

— Andere

— Benaming :

— Lokalisatie :

— Maximale verspreidbare hoeveelheden van bemestend slib (zie deel A) vastgesteld op basis van het criterium "Zware metalen".

— op weidelanden :

P1 max. =

— op bebouwde landen en andere gebruiken :

P2 max. =

Belangrijke opmerking :

De te verspreiden hoeveelheden dienen door een landbouwkundig ingenieur op grond van de voedingsbehoeften van de planten te worden vastgesteld.

Ik bevestig op mijn erewoord dat de hierboven vermelde inlichtingen juist zijn.

Datum en handtekening van de ontvanger :

Ik bevestig op mijn erewoord voornoemde ontvanger op .../.../... een hoeveelheid van ... ton slib op de bovenvermelde verspreidingsplaats te hebben geleverd.

Datum en handtekening van de vervoerder :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten

Namen, 12 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage 5. — Verslag van de bodemanalyse

Analyseverslag nr.

. Gegevens over het erkende laboratorium

- Datum van de erkenning :
- Benaming :
- Adres :
- Postcode :
- Plaats :
- Naam van de verantwoordelijke :
- Telefoon :
- Fax :

. Gegevens over de ontvanger

- Nr. van de cliënt :
- Referentienr. van de ontvanger :
- Naam — voornaam :
- Adres :
- Postcode :
- Plaats :
- Telefoon :

. Gegevens over het perceel

- Referentienr. van het perceel :
- Lokalisatie :

--

- Verspreidbare oppervlakte :

0 =	ha
-----	----

- Datum van de bodembemonstering
- Nr. van het bodemonmonster :
- Analysedatum :
- Nr. van het analyseverslag :

. Resultaten van de analyse van het bodemonmonster nr.

--

Stof	Eenheden	Parameters bepaald na analyse	Reglementaire voorwaarden voor de verspreiding
pH-waarde (water)	—		≥ 6
Cd	mg/kg D.S.		≤ 2
Cu	mg/kg D.S.		≤ 50
Ni	mg/kg D.S.		≤ 50
Pb	mg/kg D.S.		≤ 100
Zn	mg/kg D.S.		≤ 200
Hg	mg/kg D.S.		≤ 1
Cr	mg/kg D.S.		≤ 100

D.S. = droge stoffen

Gezien op Handtekening van de ontvanger	Gezien op Handtekening van de agronoom	Gedaan te Op Handtekening van de verant- woordelijke van het erkende labo- ratorium
--	---	---

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten.

Namen, 12 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 6. — Perceelsgewijze samenvattende fiche

A. Ontvanger (Exploitant van het perceel)

— Nr. van de ontvanger :

— Naam — Voornaam :

— Adres :

— Telefoon :

B. Perceel

— Referentienr. :

— Lokalisatie :

— Kadastrale indicaties :

— Verspreidbare oppervlakte

Als $O > 5$ ha datum en referentie van de afwijking :

waarvan sprake in artikel 15, § 4°

C' Aanduiding van de voor bodemanalyses erkende laboratoria

D. Bodemanalyses

Referentie nr. van het perceel										
Analyses van de bodemonsters			pH (water)	Gehalten in mg/kg droge stof						
Datum	Nr. van het analyse-verslag	Erkende labo's		Cd	Cu	Ni	Pb	Zn	Hg	Cr
			6	Maximale toegelaten gehalten voor het verspreiden						
				2	50	50	100	200	1	100

E. Follow-up van de verspreidingen

Referentie nr. van het perceel												
Nr. van de producent	Leverings datum	Geeleverde hoeveelheden			Verspreidings datum	Verspreide hoeveelheden		Aanbevolen hoeveelheden in het agronomische plan	Maximale toegelaten verspreidbare hoeveelheid Weideland P1 max Andere P2 max			Type landbouw na verspreiding
						Totale dosis	dosis per ha					
		I	Nr	DAYS		I brutoshb	lDS/ha		lDS/ha	lDS/ha	Nr	

Ik bevestig op mijn erewoord dat de bovenvermelde inlichtingen volledig en juist zijn

De landbouwkundige (n)
Datum(data) en handtekening(en)

De ontvanger
Datum en handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig voor behandelingscentra van slijk uit septische putten

Namen, 12 januari 1995

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme.

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.

G. LUTGEN

Bijlage 7. — Jaarlijkse samenvattende tabel van de verslagen van de slibanalyse

Jaar	Producent :		Referentie nr :			
	Zuiveringsstation					
Parameters	Nr. Analyse (2)					
	Erkende labo's Data Eenheden					
pH-waarde (water)						
Neutraliserende waarde						
D.S.	% (1)					
O.S.	% (1)					
Totale stikstof	% (1)					
Als ammonium gebonden stikstof	% (1)					
P205	% (1)					
K20	% (1)					
MgO	% (1)					
Zware metalen	mg/kg D.S.					
Cd	mg/kg D.S.					
Cu	mg/kg D.S.					
Ni	mg/kg D.S.					
Pb	mg/kg D.S.					
Zn	mg/kg D.S.					
Hg	mg/kg D.S.					
Cr	mg/kg D.S.					

(1) in % van de massa brutoproduct
 (2) analysenr. B + jaar + nr. in het jaar
 Voorbeelden B/92/03
 Slibanalyse nr. 3 verricht in 1992

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten

Namen, 12 januari 1995

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Bijlage 9. — Jaarlijks register van de ontvangers

Jaar :	Producent	— benaming :
		— referentienr. :

ONTVANGERS

Referentienr. van de ontvanger	Naam — voornaam van de ontvanger	Adres	Telefoon	Totale geleverde hoeveelheid (T)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten.

Namen, 12 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage 10. — Jaarlijkse samenvattende tabel van de verslagen van de bodemanalyse

Jaar :	Producent : Referentiernr. :
--------	---------------------------------

Kenmerken van de bodems											
Referentiernr. van de ontvanger	Referentiernr. van de percelen	Laatst verrichte bodemanalyses			Geanalyseerde parameters						
		Datum	Nr rapport	Erkende labo's	pH-waarde (water)	Gehalten in mg/kg droge stof					
						Cd	Cu	Ni	Pb	Zn	Hg

Ik bevestig op mijn erewoord dat de bovenvermelde inlichtingen volledig en juist zijn.

De producent Datum en handtekening

De landbouwkundige Datum en handtekening

De ontvanger Datum en handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 1995 houdende reglementering van het gebruik, op of in de bodem, van zuiveringsslib of slib afkomstig van behandelingscentra voor slijk uit septische putten

Namen, 12 januari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN